

CHILI

CHILI

Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique conjointe
présidée par SAR le Prince Philippe



Du 3 au 7 décembre 2011



agence pour le
commerce extérieur



Préface

L'économie chilienne étant l'économie la plus compétitive d'Amérique latine, et ce pays présentant des fondamentaux macro-économiques extrêmement sains, il est une destination de choix pour toute entreprise intéressée par l'Amérique du Sud. Le Chili occupe en effet régulièrement le haut des classements internationaux, tant en matière de potentiel de développement que de stabilité économique et politique.

L'économie du Chili est surtout l'une des plus ouvertes au monde. Les droits de douanes faibles, de multiples accords de libre-échange (57) et des incitants à la réalisation d'investissements étrangers attirent les capitaux. Grâce à cette ouverture, les entreprises internationales occupent une place considérable dans l'économie chilienne, et de nombreux secteurs dépendent des importations pour se fournir en technologies avancées.

L'économie chilienne reste encore une économie de ressources naturelles. Le secteur primaire est en effet déterminant dans la croissance du pays, ainsi que dans ses exportations. Cette dépendance envers ses ressources, et en particulier envers le secteur de l'extraction minière, a poussé le pays à prendre des mesures de diversification de son économie. Celles-ci restent néanmoins limitées, et bien que le processus de montée en gamme du pays soit à présent bien en marche, les équipements de pointe sont pour leur immense majorité issus de l'importation. Dans de nombreux secteurs, les perspectives de croissance sont importantes, et les entreprises belges sauront sans aucun doute bénéficier des multiples ouvertures qu'offrira la mission économique conjointe de décembre.



Fabienne L'Hoost
Directeur général adjoint

« Si je devais mourir cent fois, c'est là que je voudrais mourir et si je devais naître cent fois c'est là aussi que je veux naître », écrivait le poète chilien Pablo Neruda en parlant de son pays. Espérons que le lien qui unira les entreprises belges et le Chili soit aussi fort que celui qui reliait le poète à sa terre natale. L'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export, ainsi que Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière qui sera, nous en sommes convaincus, l'occasion pour nos entreprises de faire preuve de leur savoir-faire.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre première escale dans la mission qui nous emmènera au Chili.



Marc Bogaerts
Directeur général

Executive Summary

Le Chili est un des pays les plus dynamiques d'Amérique latine. Grâce à une politique macro-économique rigoureuse et saine, et soutenue par la hausse du prix du cuivre, l'économie chilienne connaît depuis 1990 une croissance rapide. Le pays est également l'un des plus ouverts du continent : de nombreux accords de libre-échange le lient à la plupart de ses partenaires économiques. Par ailleurs, les autorités sont particulièrement favorables aux afflux de capitaux étrangers.

C'est grâce à ces facteurs que le pays peut revendiquer sa place parmi les économies les plus avancées et les plus compétitives d'Amérique latine. L'adhésion du Chili à l'OCDE, le groupe des économies les plus développées, témoigne de son progrès rapide depuis le retour de la démocratie dans le pays. Les nombreuses réformes réalisées dans ce cadre sont autant d'atouts supplémentaires pour le pays.

Le point faible du pays reste sa dépendance envers son secteur primaire, et plus particulièrement l'extraction de cuivre. Dans ce domaine, le Chili se positionne comme le leader incontesté, avec près du tiers de la production mondiale de cuivre. Le sol chilien est également riche en iode, en lithium ou encore en molybdène. Grâce au soutien du gouvernement ainsi que des technologies chiliennes et étrangères, le secteur est devenu prédominant dans l'économie.

C'est d'ailleurs l'un des rares points noirs de l'économie chilienne. Le cuivre représente près de 60 % des exportations du pays, et 40 % des investissements directs étrangers entrant. Cette situation rend le Chili très sensible aux fluctuations des prix du cuivre sur les marchés, comme l'a montré la crise de 2009 et le rapide rebond qui a suivi. Afin de remédier à cette situation, les autorités ont soutenu un effort de diversification de l'économie, notamment dans le domaine agro-alimentaire.

Le Chili est ainsi devenu un producteur de toute première importance dans le domaine des fruits frais, du vin, du saumon et de l'industrie de transformation des produits alimentaires. Après avoir fortement souffert du virus ISA, qui a éradiqué la moitié du stock de saumon du pays, l'exploitation du poisson est à nouveau en croissance, et le Chili devrait regagner sa place de deuxième producteur mondial d'ici 2013. Bien que le pays soit un exportateur de produits alimentaires, il est importateur de machines et appareils utilisés dans l'agriculture. La production nationale de ces outils est en effet minime, et les technologies belges en la matière seront appréciées à leur juste valeur.

Outre les minerais et ses ressources agricoles, le pays est également doté d'un site qui fait sa renommée dans le secteur de l'astronomie, le désert d'Atacama. Situé au nord du pays, ce lieu est exceptionnel à plusieurs points de vue. Grâce aux particularités géographiques du site, le ciel au dessus du désert offre des conditions optimales pour observer l'espace. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'European Southern Observatory a choisi le désert d'Atacama pour y implanter ses télescopes, et pour y construire l'European Extremely Large Telescope, l'E-ELT, offrant par la même occasion de nombreuses opportunités aux entreprises actives dans cette niche.

La nature ne fait cependant pas que des cadeaux au peuple chilien, et celui-ci a été particulièrement touché par un tremblement de terre en février 2010. Cette catastrophe a eu un coût humain et matériel considérable, et a détruit de nombreuses infrastructures. Alors que les chantiers urgents ont été menés à bien, de nombreux travaux sont encore nécessaires pour reconstruire le pays. Ceci se traduira dans une croissance rapide du secteur de la construction et des infrastructures. Dans ce domaine, le gouvernement chilien

a fait office de pionnier en Amérique latine en instaurant un système de concessions particulièrement efficace. Ici aussi, le pays est importateur de technologie européenne, tant en matière de machines et appareils qu'en ce qui concerne les matériaux de construction.

Après une première partie destinée à dresser la situation macroéconomique actuelle du Chili, cette étude proposera une analyse sectorielle du pays se concentrant sur quatre domaines parmi les plus dynamiques: mines, agro-alimentaire, aérospatial et finalement, construction et infrastructure. Nous enchaînerons par une analyse des réussites récentes d'entreprises belges au Chili pour conclure par une section décrivant les us et coutumes en vigueur dans le milieu d'affaires chilien.



Table des matières

Préface.....	1
Executive Summary.....	2
1. Données générales.....	7
2. Données économiques.....	9
2.1. Indicateurs clés.....	9
2.1.1. PIB.....	9
2.1.2. Inflation.....	16
2.1.3. Change.....	18
2.2. Commerce extérieur.....	20
2.2.1. Relations commerciales mondiales.....	20
2.2.2. Relations commerciales avec la Belgique.....	24
2.3. Investissements directs étrangers.....	28
2.4. Appréciation du risque.....	30
2.4.1. Appréciation du risque selon l'Office National Du Ducroire.....	30
2.4.2. Autres indicateurs de risque.....	31

3. Approche sectorielle.....	33
3.1. Secteur minier.....	33
3.2. Agro-alimentaire.....	36
3.3. Secteur aérospatial.....	38
3.4. Construction et infrastructure.....	40
4. Réussites récentes.....	45
5. Étiquette.....	49
6. Adresses utiles.....	51
6.1. En Belgique.....	51
6.2. Au Chili.....	52
6.3. Sites à consulter.....	54
7. Sources.....	57

1 Données générales



1. Données générales

- La République du Chili est composée de 15 régions. Elle a gagné son indépendance par rapport à l'Espagne en 1810 et est organisée par la constitution de 1980. La capitale du pays est Santiago du Chili (plus communément appelée Santiago).
 - La population chilienne est relativement jeune et en croissance : 17,1 millions d'habitants en 2010 (+ 1,18% par rapport à 2009), dont 89% en zone urbaine. Les villes les plus peuplées sont Santiago (5,9 millions d'habitants) et Valparaíso (0,9 million).
 - ↘ L'espérance de vie est élevée, avec 74,44 ans pour les hommes et 81,13 ans pour les femmes.
 - ↘ Il y a 48,8% de femmes et 51,2% d'hommes dans le pays.
 - ↘ La population est composée d'Amérindiens blancs à 95,4%. Les Mapouches composent 4% de la population. Les 0,6% restants appartiennent à des groupes ethniques divers.
 - ↘ La majorité des Chiliens adhérant à une religion sont catholiques romains (70% de la population du pays) et évangélistes (15,1%). Les athées représentent 8,3% de la population.
 - ↘ Celle-ci se situe principalement dans le centre du pays, et dans une moindre mesure dans le nord. Le sud du Chili est moins peuplé.
 - La superficie du pays est de 756.102 km², soit le 38e plus grand du monde (25 fois la Belgique). Seuls 2,6% des terres sont à usage agricole.
 - La langue officielle est l'espagnol. L'anglais est toutefois bien compris dans le milieu des affaires.
 - Les ressources naturelles les plus importantes du pays sont le cuivre, le bois, le minerai de fer, les nitrates, les métaux précieux et le molybdène.
 - Le climat chilien est varié : désertique dans le nord, méditerranéen dans le centre et froid et humide dans le sud. Les températures du mois de décembre à Santiago oscillent généralement entre 15 et 28°C.
- La monnaie nationale est le peso (CLP), soit 100 centavos. En date du 29 août 2011, un CLP valait 0,00148 EUR. Le prix du Big Mac (utilisé par l'hebdomadaire *'The Economist'* pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises) est en moyenne de 3,75 USD en 2010, contre 4,79 USD dans la zone euro. Selon cette mesure, le pouvoir d'achat d'un dollar est 1,27 fois supérieur au Chili à celui dans la zone euro.

2 Données économiques



2. Données économiques

2.1. Indicateurs clés

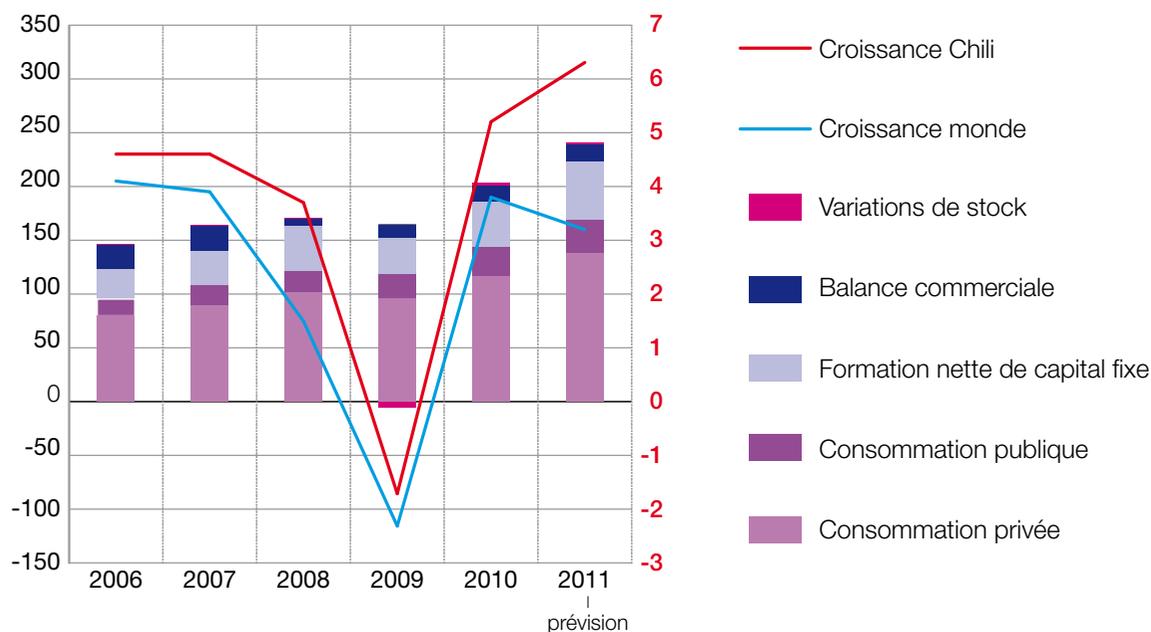
2.1.1. PIB

PIB en volume

Durant l'année 2010, le produit intérieur brut nominal chilien s'est élevé à 203,4 milliards d'USD. Le PIB par tête s'élevait quant à lui à 11.900 USD. Sur base des estimations actuellement disponibles, le PIB atteindrait 241 milliards d'USD en 2011 alors que le PIB par tête serait de 13.990 USD. Pour le premier trimestre de 2011, les autorités chiliennes ont enregistré une croissance de 14,3% du PIB par rapport à la même période en 2010, et le FMI a récemment revu ses prévisions de croissance à la hausse avec 6,5% prévus en 2011. C'est principalement la consommation privée qui sous-tend la croissance chilienne. En 2010, celle-ci représentait 73,4% du PIB réel, et elle progressait en valeur de 21,6% par rapport à l'année 2009.

L'économie chilienne est une des plus stables d'Amérique latine, et fait figure d'exemple à suivre pour les pays voisins. En effet, grâce à la politique macro-économique prudente et ouverte menée ces dernières années par les autorités, l'économie chilienne est une des plus modernes du sous-continent. Le pays se situe fréquemment en tête des pays d'Amérique du Sud dans les classements internationaux en matière de transparence, de corruption, de compétitivité et d'ouverture aux investissements étrangers.

Figure 1: PIB en volume (milliards d'USD courants) et taux de croissance du PIB réel, en %



Source: EIU



La seule ombre au tableau est la dépendance considérable du pays envers sa production de cuivre. Premier producteur mondial, le Chili est le leader incontesté des exportations de cuivre, et est de ce fait extrêmement sensible à l'évolution de son prix sur les marchés internationaux. Alors que les prix du cuivre se sont maintenus à un niveau élevé entre 2007 et 2008, offrant de ce fait des conditions favorables au développement rapide du pays, ils se sont effondrés entre juillet et décembre 2008. Suite aux conséquences du ralentissement économique mondial et de la chute de la demande de cuivre, les prix du métal se sont en effet contractés de 63 % sur la période. En 2010, les exportations de cuivre représentaient 56,7 % du total des produits chiliens vendus à l'étranger.

Conscientes de la faiblesse que représente cette caractéristique, les autorités ont soutenu les efforts de diversification des entreprises chiliennes. C'est ainsi que le pays est devenu le premier exportateur de fruits frais au monde, et s'est fait une place de leader dans le commerce du vin et du saumon. Ces politiques restent toutefois essentiellement dirigées vers le secteur de l'industrie primaire, et des efforts seront encore nécessaires afin de moderniser les secteurs secondaires et tertiaires. Pour ce faire, les autorités ont explicitement fait appel à l'expertise des entreprises étrangères.

Figure 2: Prix du cuivre (prix spot LME, USD par tonne métrique)



Source : Fond Monétaire International

L'accession du pays au statut de membre de l'OCDE, le 7 mai 2010, est un des indicateurs de l'importance croissante du Chili dans l'économie mondiale. Initié en mai 2007, le processus d'adhésion aura donné l'impulsion nécessaire à de nombreuses réformes économiques, et ce dans un laps de temps très réduit.

- Le pays a abrogé les restrictions aux échanges d'informations bancaires dans le domaine fiscal afin de se mettre aux normes internationales.
- Il a rendu possible l'assignation en justice d'entreprises pour cause de corruption de fonctionnaires.
- La gestion du groupe minier Codelco, une des plus grandes entreprises étatiques du pays, a été considérablement améliorée, notamment en dépolitisant son comité de direction et en augmentant le nombre de directeurs indépendants.
- De nouvelles régulations ont été instaurées afin de renforcer la bonne gouvernance dans le secteur privé et d'améliorer la transmission des informations aux marchés financiers. Il s'agit entre autre de combattre plus efficacement les délits d'initiés et d'améliorer les règles d'audit.
- La seconde réforme du système de pension a amélioré la couverture offerte par le pilier des pensions publiques et augmenté la concurrence entre fonds de pensions.
- La protection des consommateurs a été renforcée, notamment via une application plus stricte du droit de la concurrence.
- Finalement, la politique environnementale du Chili a été améliorée. La création récente du ministère de l'environnement et l'application d'une politique nationale de sécurité chimique sont autant d'étapes allant dans ce sens.

Grâce à ces réformes, le pays était relativement bien préparé lorsque la crise économique de 2008 et 2009 a éclaté. La politique d'achats de devises menée précédemment pour soutenir le peso avait significativement augmenté les réserves de liquidités disponibles pour venir en aide au secteur bancaire. Celui-ci ayant peu souffert de la crise, les autorités monétaires ont disposé d'une marge de manœuvre considérable afin de soutenir la reprise de l'économie réelle tout en gardant l'inflation sous contrôle.

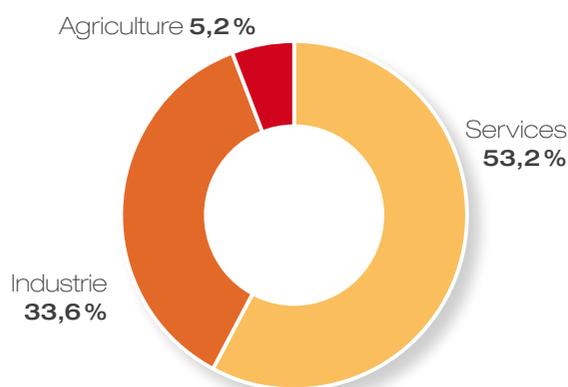
Alors que le rebond se confirmait dans les derniers chiffres de 2009, un tremblement de terre d'une magnitude de 8,8 sur l'échelle ouverte de Richter a frappé le pays en février 2010. Les dégâts ont été immenses, et ont fortement impacté le taux de croissance du premier trimestre 2010, qui a plafonné à 1,5%. Du fait de la base de comparaison réduite, la croissance entre le premier et le deuxième trimestre 2010 était particulièrement soutenue : 6,2% de croissance du PIB entre le deuxième trimestre 2009 et la même période de 2010, 16,1% de progression de la demande intérieure, et respectivement 21,2% et 8,3% de croissance pour les investissements et la consommation des ménages. La reconstruction du pays devrait soutenir la demande pour les produits importés et offrir aux entreprises internationales l'opportunité de mettre leur savoir-faire au service de la population chilienne.

«I look forward to Chile taking its place among OECD members. This is a place it gained by its own merit. For nearly two decades, Chile has developed a strong set of policies for democratic consolidation and economic growth. More recently, in the context of the accession process, [Chile] has taken important steps to fight bribery, improve corporate governance, strengthen tax transparency, and commit to mitigate climate change, to name but a few achievements»

Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, 15 décembre 2009

Composition sectorielle du PIB

Figure 3: Composition sectorielle du PIB en 2010, en %



Source: EIU

Secteur primaire

L'économie chilienne est une économie de matières premières. Ce secteur regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles, comme l'agriculture, la pêche, ou encore l'exploitation de forêts, de mines, et de gisements divers. Outre ses impressionnantes réserves de cuivre, le pays dispose de ressources naturelles abondantes et variées. Les forêts du Chili lui assurent un approvisionnement considérable en bois tandis que la longueur de sa frontière maritime lui donne accès à un espace de pêche très étendu.

Avant l'apparition du virus ISA (anémie infectieuse du saumon) mi-2007, le pays était le deuxième plus grand exportateur de saumon au monde. Favorisé par le fort degré de concentration de la production chilienne, le virus a dévasté les régions de Los Lagos, d'Aisén et de Magallanes y Antártica Chilena, où sont concentrées la majorité des exploitations. Les pertes pour l'économie chilienne ont été estimées à 2 milliards de dollars, et la moitié du stock de saumon du pays a été détruite suite à l'apparition du virus.



Tirant les leçons de cet épisode, les autorités ont renforcé la régulation de l'aquaculture, souvent critiquée pour son caractère intensif et son recours structurel aux antibiotiques. Depuis lors, la production de saumon a repris, et les autorités estiment que le pays devrait regagner sa place de deuxième producteur mondial d'ici 2013.

«Chile's salmon production could fall from 220.000 tonnes in 2009 to a low of only 80.000 tonnes. Producers hesitate to renew their stock, as the available vaccines are still under trial and credit conditions remain tight. On the positive side, the recent passage of the revised fisheries and aquaculture law in Chile will facilitate long-term financing of the sector, by extending the length of operation leases.»

Food and Agriculture Organization, juin 2010

Outre le secteur du saumon, le Chili est également un géant de la production de fruits frais (l'industrie agro-alimentaire représente 12 milliards de dollars d'exportation). Le pays fait partie du top 5 des plus grands exportateurs de raisins, de pommes, de prunes ou encore de kiwis. Le Chili est également un acteur de taille dans la production de conserves de fruits, de fruits déshydratés, de vins et de graines. Du fait de la qualité de ses terres et de leur localisation géographique, le pays est capable de produire une grande variété de fruits hors saison afin de les exporter en Europe ou aux États-Unis. Entre 1999 et 2007, les exportations de fruits ont presque doublé, passant de 1.396 milliards d'USD à 2.655 milliards en 2007.

Finalement, le Chili est un acteur clé dans l'extraction du cuivre. Le secteur minier dans son ensemble représentait 18,8 % du PIB entre 2005 et 2006, et près de 60 % des exportations du pays en 2010. Situé dans la zone géographique à forte activité sismique de la « ceinture de feu », le Chili a en effet accès à des réserves minérales considérables.



Classement	Part du total mondial
1 ^{er} producteur mondial de cuivre	34 %
1 ^{er} producteur mondial de nitrates naturels	100 %
1 ^{er} producteur mondial d'iode	53 %
1 ^{er} producteur mondial de lithium	45 %
3 ^e producteur mondial de molybdène	15 %
7 ^e producteur mondial d'argent	6 %

SONAMI, 2010

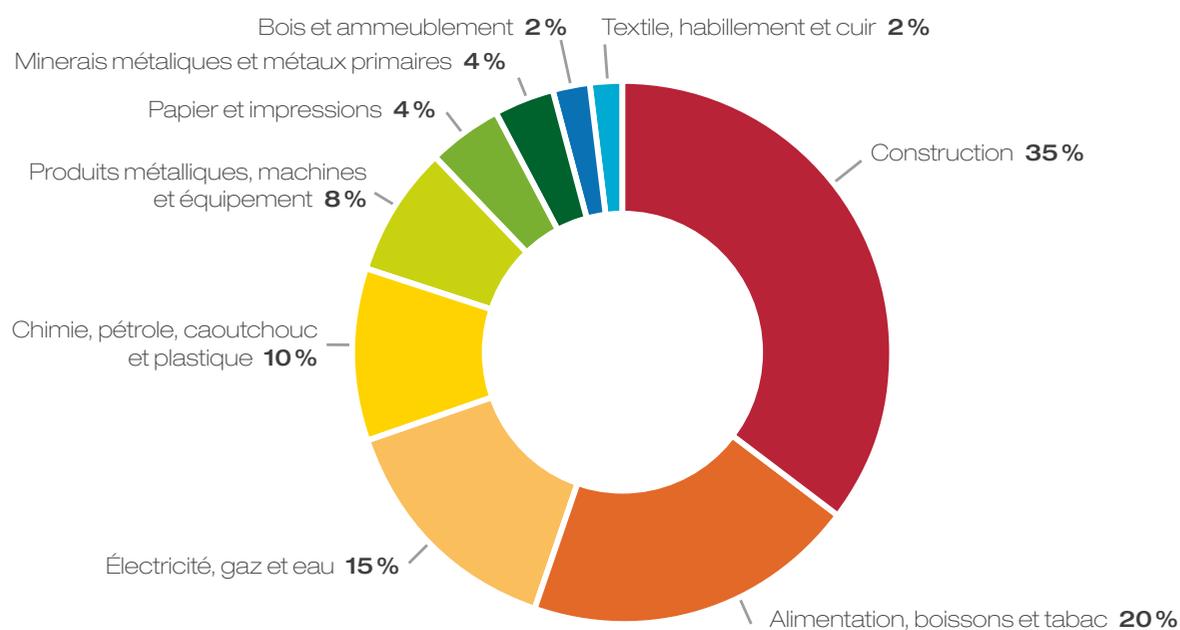
Secteur secondaire

Par secteur secondaire, on entend toute activité dont le but final est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Celui-ci comprend donc de nombreuses formes d'industries, mais également des secteurs tels que la construction.

L'importance de l'industrie chilienne diminue à mesure que le secteur des services se développe. Alors qu'elle représentait encore 37,2 % du PIB en 2006, elle ne pèse plus que pour 33,5 % de l'activité en 2010.

L'industrie chilienne s'est en toute logique concentrée sur les activités de traitement des matières premières, abondantes dans le pays. On y retrouve ainsi principalement l'industrie agro-alimentaire, le secteur du bois et du papier, le traitement des minerais et des métaux communs ou encore l'industrie textile.

Figure 4: Importance des différents secteurs industriels, en 2010, en %



Source : Banque Nationale du Chili

Le Chili étant surtout une économie primaire, son industrie est peu développée et des pans entiers du secteur sont passés aux mains d'investisseurs étrangers. Toutefois, les grands groupes nationaux restent incontournables dans les secteurs les plus compétitifs de l'économie, comme c'est le cas d'Arauco (plus de trois quarts de la production de cellulose), ou de l'Entreprise Nationale de Pétrole (ENAP), qui détient 85 % du marché de l'approvisionnement en combustibles.

Ce sont principalement les secteurs de l'agro-alimentaire et de la construction qui contribuent à la croissance chilienne. La production du secteur minier étant quant à elle principalement

exportée, l'industrie du traitement des minerais et métaux est significativement moins importante que le secteur de l'extraction proprement dite.

Dans l'ensemble des secteurs industriels, le pays est demandeur de technologie étrangère. Grâce entre autre aux accords entre nos deux nations, il ne fait aucun doute que les entreprises belges vont pouvoir bénéficier de la modernisation du parc industriel chilien.

Secteur tertiaire

Par secteur tertiaire, on entend l'activité économique constituée du commerce, de l'administration, des transports, des activités financières et immobilières, des services aux entreprises et des services aux particuliers, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

Le Chili dispose d'un des secteurs tertiaires les plus développés d'Amérique latine. La performance de son réseau de communication est supérieure à la moyenne du continent. En matière d'accès à internet et de qualité de l'équipement, le dernier rapport de l'Union Mondiale des Communications classe en effet le pays à la première place d'Amérique latine. Avec un taux de pénétration du web de plus de 45 %, les divers secteurs exploitant internet sont en plein essor. La Voice over IP a par exemple connu une croissance rapide ces dernières années, et est actuellement le moyen de communication préféré des grandes entreprises chiliennes (66 % d'entre elles l'utilisaient en 2008). Grâce à des efforts considérables en matière de certification et de sécurisation, le commerce en ligne suit également une croissance à deux chiffres.

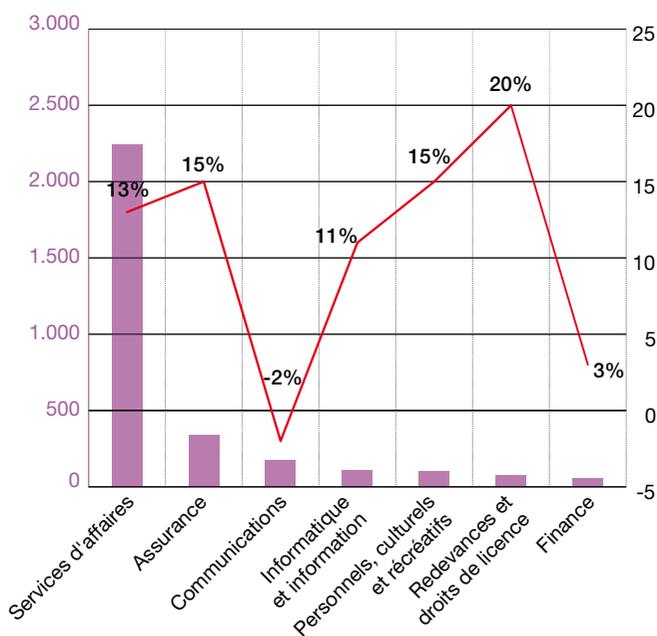
La fracture numérique reste néanmoins importante, et les autorités visent à faciliter l'accès des particuliers et des petites et moyennes entreprises aux outils de communication, entre autres via des aides à l'informatisation.

Le secteur financier chilien est également l'un des plus stables d'Amérique latine, en partie grâce à la crise financière de 1982 qui a éliminé les institutions les moins performantes du marché. Le secteur est dominé par les grands groupes privés, et la seule banque publique est la Banco del Estado. Capitalisant sur la stabilité du secteur, les assurances et les fonds de pensions se sont rapidement développés au cours des dix dernières années.

Ce sont de loin les services de transport chiliens qui s'exportent le mieux, car malgré la chute de 35 % subie entre 2008 et 2009 suite à la crise économique, les exportations de services de transport ont rapidement rebondi et devraient atteindre 7.746 millions de dollars en 2011.

Les services non-traditionnels devraient représenter 41,7 % du total des exportations de services en 2011. Parmi ceux-ci, les services aux entreprises, les assurances, les loisirs et les services d'information et d'informatique ont été les plus dynamiques des dix dernières années, connaissant des taux de croissance annuels moyens supérieurs à 10 %.

Figure 5: Exportations de services non traditionnels, en millions d'USD à prix courants, et variation annuelle moyenne entre 2000 et 2011, en %



Source: Banque centrale du Chili



2.1.2. Inflation

Figure 6: Taux d'inflation, en %



Source: EIU

La Banque centrale chilienne fait office d'exemple pour l'Amérique latine et l'ensemble des pays en développement. Selon de récentes recherches du FMI, la «Banco Central de Chile» est la plus indépendante du sous-continent, et sa réputation dans la lutte contre l'inflation n'est plus à faire, tant en ce qui concerne la réduction de la volatilité du PIB que sa précision dans le ciblage de l'inflation.

Entre 2001 et 2011, le taux d'inflation est en effet resté très proche de la cible de 3% décrétée par la Banque centrale. Lors de la hausse rapide des prix des matières premières de 2008, le taux d'inflation a fortement augmenté. La contraction de l'activité et les politiques de relance qui ont suivi en 2009 se sont traduites dans une inflation plus faible que souhaitable. De par la réduction de l'activité économique, la masse monétaire échangée entre les acteurs économiques a en effet été moindre.

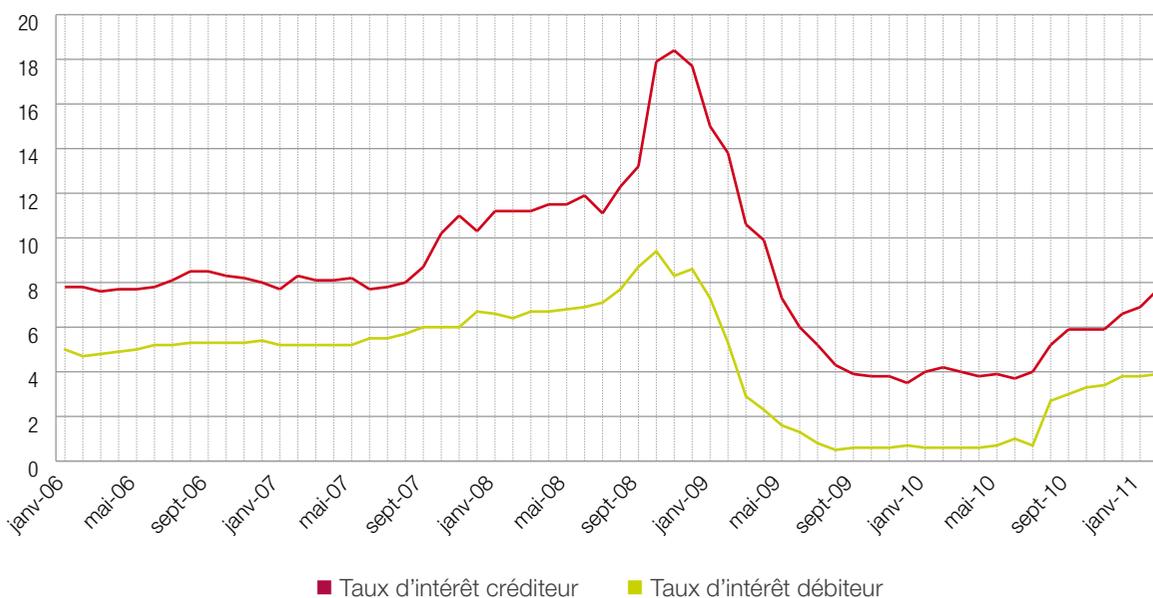
Fin 2010 et début 2011, les différents indicateurs étaient de nature à rassurer les économistes. Le cycle de resserrement monétaire débuté en juin 2010 aura mis du temps à faire sentir ses effets, mais l'inflation est à nouveau proche des 3%. Dans son rapport de politique monétaire de juin 2011, la Banque centrale chilienne a également fait savoir qu'elle ralentirait sa politique de resserrement à l'avenir.

Mais certains risques inflationnistes persistent, principalement en ce qui concerne les prix des matières premières. Celles-ci, avec les produits alimentaires, représentent en effet près de deux tiers de la croissance de l'inflation enregistrée entre mars et mai 2011, et leurs prix sont très variables. Dans les pays développés également, l'indice des prix à la consommation est déjà à la hausse, et la Banque centrale européenne a augmenté son taux directeur en juillet 2011 au regard de la hausse des prix des matières premières.

Les analystes s'attendent dès lors à ce que la Banque centrale continue à augmenter le taux directeur à un rythme modéré dans les mois à venir. Ce faisant, son attention sera concentrée sur le

taux de croissance du PIB, mais aussi sur le taux de change. En effet, toute augmentation du taux directeur augmente mécaniquement la pression sur le peso.

Figure 7: Taux d'intérêts en vigueur au Chili, en %



Source: EIU

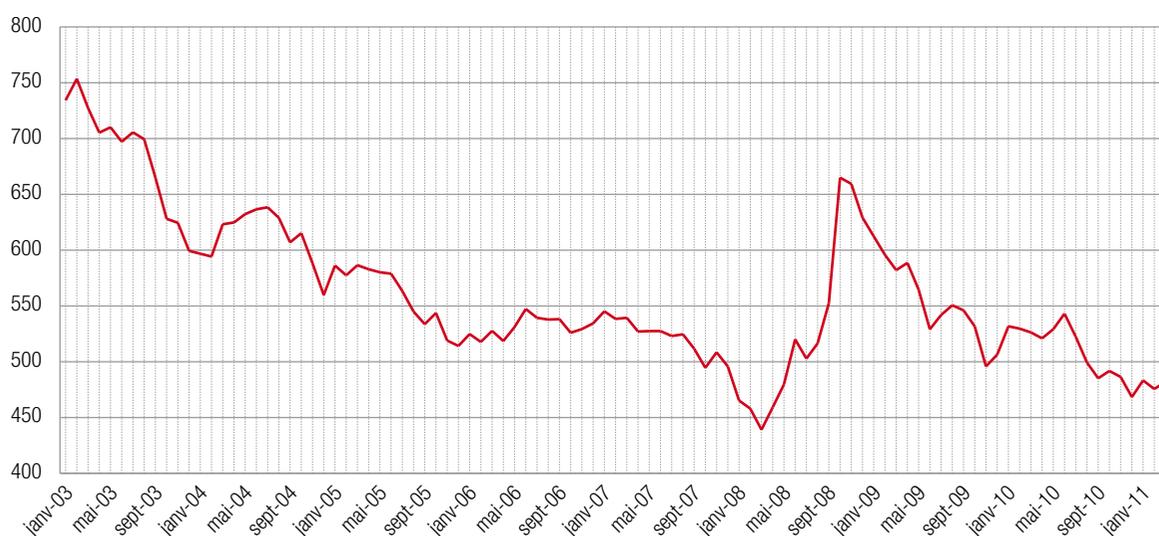
Plus que le taux actuel, ce sont les anticipations d'inflation qui sont déterminantes dans la politique monétaire. Durant la quasi-totalité de la décennie passée, celles-ci ont été remarquablement maintenues dans l'intervalle de 2 à 4 % fixé par les autorités monétaires. Elles sont actuellement sous contrôle, bien que les experts de l'Economist Intelligence Unit s'attendent à une croissance des prix entre 2010 et 2011 de 3,5 %, soit un taux proche de la limite supérieure des 4 % tolérée par la Banque centrale chilienne.

«As our country's economic history has shown, and reminded us unequivocally just a few years back, inflation is an evil that hits hardest the people with less income. Despite reduced risks of a significant increase in inflation, we must remain on the watch for pressures incubating that might obstruct the convergence of inflation to the target and that, ultimately, impose higher costs to the society as a whole.»

José De Gregorio, gouverneur de la Banque centrale du Chili,
juin 2011

2.1.3. Change

Figure 8: Taux de change CLP/USD



Source: EIU

Le peso s'apprécie depuis février 2003, et a atteint son plus haut niveau à 439,1 CLP/USD en mars 2008. La Banque centrale chilienne a alors débuté en avril un vaste programme d'achat de dollars afin de procéder à la dépréciation de sa monnaie. Via des achats de 50 millions d'USD par jour, les autorités économiques prévoyaient ainsi l'acquisition de 8 milliards de dollars. En octobre 2008, en pleine crise financière, les interventions ont été suspendues. Grâce aux effets combinés de ces achats, de la chute du prix du cuivre et de la crise, le peso s'est déprécié de 51 % entre mars et octobre 2008, offrant un regain de compétitivité internationale aux entreprises chiliennes.

Le peso n'a cessé de s'apprécier depuis lors, atteignant 468,4 CLP/USD en novembre 2010. La réaction de la Banque centrale a alors consisté en un programme massif d'achat de dollars, soit un montant de 12 milliards d'USD. À nouveau, ce plan prévoit de procéder par tranches quotidiennes de 50 millions. Bien que

la Banque centrale ait à ce jour acheté quelque 6,4 milliards de dollars, le peso reste fort et le taux de change peine à passer la barre des 500 CLP/USD. Ainsi, en juillet 2011, les effets du plan étaient déjà annulés suite à la hausse du prix du cuivre et aux perspectives de croissance optimistes au Chili.

Ces chiffres doivent néanmoins être nuancés. En effet, une partie importante de la variation du taux de change s'explique par la faiblesse actuelle du dollar. Le Chili n'est dès lors pas un cas isolé en Amérique latine, et force est de constater que sa monnaie s'est moins appréciée que celle de ses voisins (ce qui indique que le plan de la Banque centrale porte ses fruits). Le taux de change effectif réel (prenant en compte l'indice des prix et pondérant le taux de change nominal selon un panier de devises représentatif des exportations et importations du pays) a quant à lui augmenté depuis décembre 2008, indiquant un regain de compétitivité du pays.



La politique de change et la lutte contre l'inflation sont intimement liées. Pour contrecarrer la hausse des prix, les autorités monétaires augmentent le taux directeur, ce qui a pour effet de ralentir l'économie. Leur marge de manœuvre est toutefois limitée par les évolutions sur le marché des changes : toute hausse des taux d'intérêt fait affluer les capitaux étrangers, résultant en une appréciation de la monnaie nationale.

Ce compromis est déterminant dans les choix de politique économique au Chili. Les risques inflationnistes étant moindres actuellement, et la hausse des taux d'intérêts s'étant ralentie, les pressions sur le peso devraient bientôt diminuer. Le différentiel de taux se réduit également entre le Chili et l'Europe tandis que l'Union resserre ses taux. Si la reprise américaine se confirme, la réserve fédérale devrait également adopter une politique plus restrictive, ce qui renforcerait le dollar et affaiblirait le peso, pour

le plus grand bien des exportateurs chiliens. Malgré ces développements, les experts de l'Economist Intelligence Unit prévoient une poursuite de la tendance à la hausse du peso entre 2011 et 2015, ce qui pourrait pousser la Banque centrale à recourir à des mesures de contrôle des capitaux.

« We're going to purchase dollars, and we're going to have more reserves. We're going to be much more prepared to confront any event involving the deterioration of international finance. At the same time, it's also going to help ease the sort of persistent pressure that we're under. »

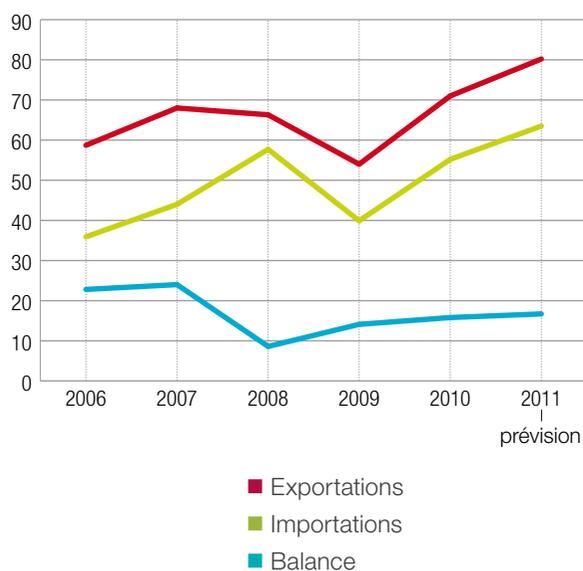
José De Gregorio, gouverneur de la Banque centrale du Chili,
janvier 2011



2.2. Commerce extérieur

2.2.1. Relations commerciales mondiales

Figure 9: Flux des échanges internationaux de marchandises, milliards de CLP à prix constants



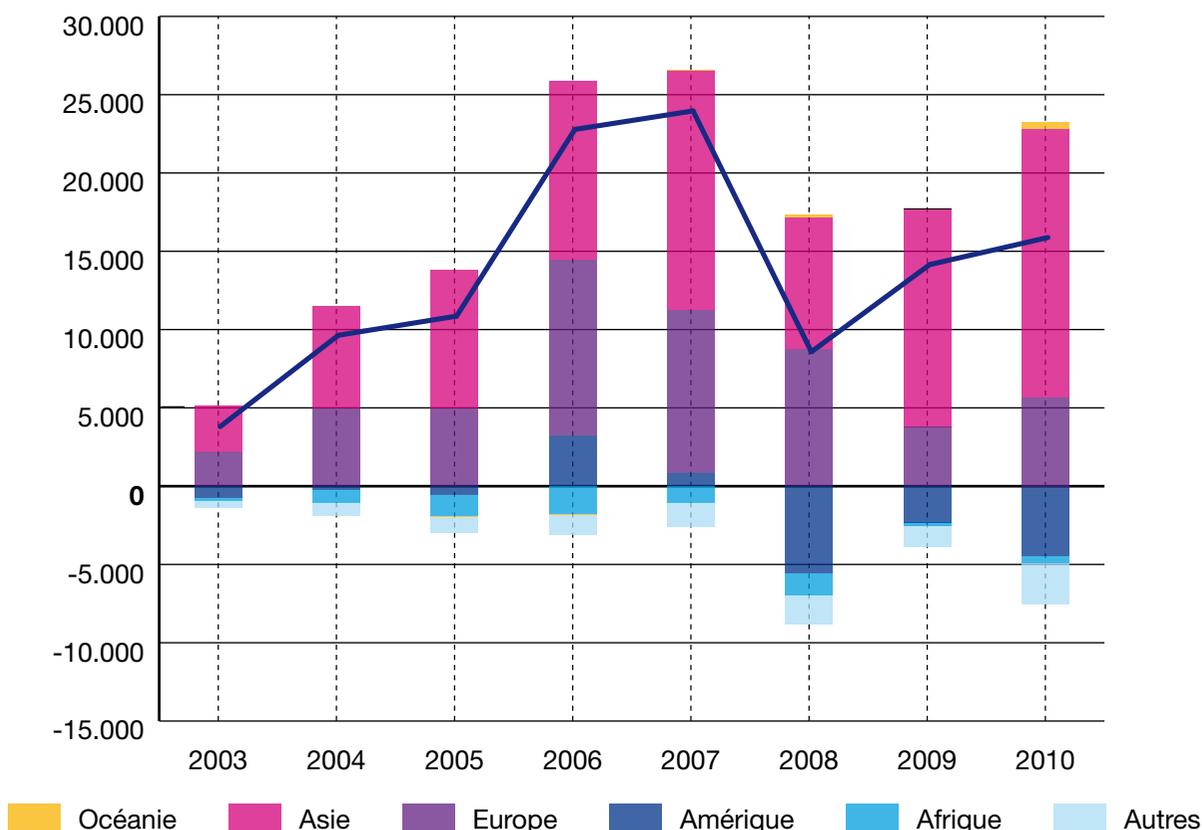
Source: EIU

Le Chili est très ouvert sur le plan du commerce international. Dès 1990, le pays a en effet poursuivi un agenda de réformes ambitieux qui a porté ses fruits. Le Chili est ainsi devenu le pays le plus accueillant d'Amérique latine selon le « Global Enabling Trade Report 2010 ». Les résultats obtenus par le pays pour les critères d'accès au marché (deuxième sur 125 pays), la proportion des importations sans taxes (16^e) et les faibles taxes à l'export (1^{er}) sont autant de raisons pour l'administration d'être fière de sa politique d'ouverture. Les procédures douanières sont également d'une simplicité exemplaire (5^e sur 125), et la structure tarifaire du pays est l'une des plus claires au monde (2^e).

Le Chili est fortement intégré dans l'économie mondiale et latino-américaine. Le pays a en effet signé à ce jour 21 accords de libre échange englobant 56 pays, ce qui couvre 87,4 % du PIB mondial et 90 % des exportations du Chili. L'accord avec l'Union Européenne datant de 2003 va particulièrement loin dans la libéralisation du commerce entre les deux entités, et les importations européennes en provenance du Chili ont plus que doublé entre 2003 et 2010. Selon les dernières déclarations des deux parties, l'accord devrait d'ailleurs être renforcé à l'avenir.

Ces facteurs ont tous contribué à faire du Chili une plaque tournante du commerce en Amérique latine. Le pays est conscient de cette force et entend l'exploiter au maximum. La nouvelle politique commerciale du gouvernement en est le symbole: selon la stratégie de « production linkage », le pays importe des matières premières en provenance de ses partenaires en Amérique latine et, après les avoir transformées, les exporte à un tarif préférentiel partout dans le monde.

Figure 10: Contributions géographiques au solde de la balance commerciale chilienne



Source : Banque centrale du Chili

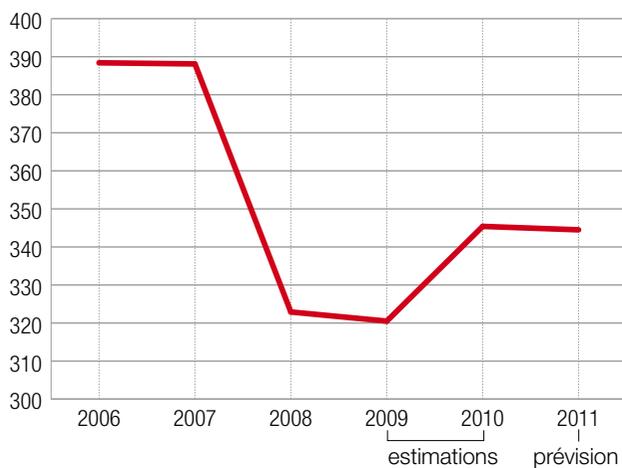
Les relations du Chili avec l'Asie s'intensifient rapidement, mais le pays affirme néanmoins son intention de diversifier ses marchés à l'exportation. Le poids de l'Asie dans la balance commerciale chilienne a en effet rapidement augmenté entre 2003 et 2010 tandis que celui de l'Europe tend à la baisse depuis 2006. D'après les dernières données des services douaniers du pays, 38,5 % des exportations chiliennes sont destinées à des pays d'Asie, contre respectivement 32,0 et 26,6 % vers l'Amérique et l'Europe.

Les chiffres du commerce extérieur chilien sont fortement impactés par les fluctuations des prix des matières premières. Le cuivre, en particulier, représente 56,7 % des exportations du pays. Au

plus fort de la crise, le prix de ce métal était en chute libre, atteignant 3.105,1 USD la tonne alors qu'en avril 2008 celle-ci valait 8.714,18 USD, soit une chute de 64 %. La baisse généralisée des prix des matières premières est le facteur principal derrière la dégradation des termes de l'échange observée en 2008 et 2009. Le rebond des prix des exportations chiliennes et la reprise économique des partenaires du pays expliquent la croissance récente des exportations. Les importations ont quant à elles bénéficié de l'augmentation des livraisons vers le pays après le tremblement de terre de février 2010, et de la croissance du niveau de vie moyen, pour atteindre en 2010 leur niveau d'avant la crise.

Au regard des excellents résultats des exportations rendus publics en avril 2011, les experts de l' Economist Intelligence Unit prévoient une croissance des livraisons entre 2011 et 2010 de l'ordre de 14 %. À long terme, la demande latino-américaine et chinoise pour les produits chiliens devrait assurer la croissance des exportations.

Figure 11: Termes de l'échange (1990=100)



Source: EIU

Le graphique reprenant l'évolution des termes de l'échange (le rapport entre l'indice des prix des importations et celui des exportations) confirme que ceux-ci se sont sensiblement dégradés durant la crise. Après avoir atteint des records en 2006 et 2007 suite à la hausse des prix des matières premières et des produits agricoles exportés par le Chili, ils se sont détériorés en 2008 et 2009. Alors que les prix du cuivre et des produits agricoles ont retrouvé en 2010 leur niveau d'avant la crise, les termes de l'échange ne se sont pas entièrement rétablis du fait des prix élevés des produits importés par le Chili.

Conscient de son exposition au prix du cuivre, le pays a adopté depuis les 15 dernières années une stratégie de diversification de ses exportations. Les industries du vin, du bois, du saumon et des fruits frais ont ainsi été développées avec succès: le Chili

est le cinquième exportateur de vin, le deuxième exportateur de saumon et le premier fournisseur de raisins ou de prunes. Le pays peine toutefois à développer les autres secteurs économiques et son avantage comparatif réside toujours dans ses ressources naturelles.

Le Chili représentait 0,43 % du total mondial des exportations en 2009. Les principaux clients du pays en 2010 sont :

- la Chine (22,5 %),
- les États-Unis (9,6 %),
- le Japon (9,5 %),
- et le Brésil (5,1 %).

Le pays pèse pour 0,33 % du total mondial des importations en 2009. Les clients les plus importants sont également pour la plupart les fournisseurs clés de l'économie chilienne. On y retrouve en 2010 :

- les États-Unis (17,4 %),
- la Chine (13,9 %),
- l'Argentine (8,1 %)
- et le Brésil (8,0 %).

L'importance du pays pour l'Union Européenne dans son ensemble se reflète dans les chiffres européens du commerce international: 9,4 milliards d'EUR de marchandises européennes ont été exportés en 2010 soit une progression de 25,1 %, alors que 6 milliards de produits chiliens ont été importés dans l'Union, traduisant une augmentation de 32,4 % par rapport à 2009. Le pays est le 36^e marché le plus important pour l'UE, et son 32^e fournisseur (0,6 % des importations européennes proviennent du Chili). Dans son ensemble, l'Union est un partenaire des plus importants pour le Chili: deuxième marché à l'exportation et troisième à l'importation.



Les principaux produits exportés par le Chili en 2010 sont :

- le cuivre (56,7 %),
- les fruits frais (5,2 %),
- la cellulose (4,4 %),
- ainsi que le saumon et les truites (2,8 %).

Du côté des importations, on retrouve principalement :

- les biens intermédiaires (51,9 %),
- les biens de consommation (22,7 %),
- les biens d'équipement (16,4 %),
- et les autres types de biens (9,0 %).

Au sein de l'OMC, la politique commerciale chilienne ne crée pas de problèmes excessifs. Le pays a fait l'objet de 13 procédures devant l'organe de règlement des différends en tant que défendeur depuis son adhésion en 1995 (le Chili était un des pays signataires du General Agreement on Tariffs and Trade, le précurseur de l'OMC), et n'a porté plainte qu'à 10 reprises, principalement contre des pays d'Amérique latine. Seules 26 procédures impliquant le Chili ont été enregistrées depuis son entrée à l'OMC.

« Chile is often regarded as another successful example of a resource-based economy that diversified into new export activities. Many of the new export products such as wine, salmon, fruits, or forestry products are close to Chile's comparative advantage especially its favorable agro-ecological environment, whereas manufacturing has been almost absent in Chile's export diversification »

Heiko Hesse, Commission on Growth and development,
mai 2008

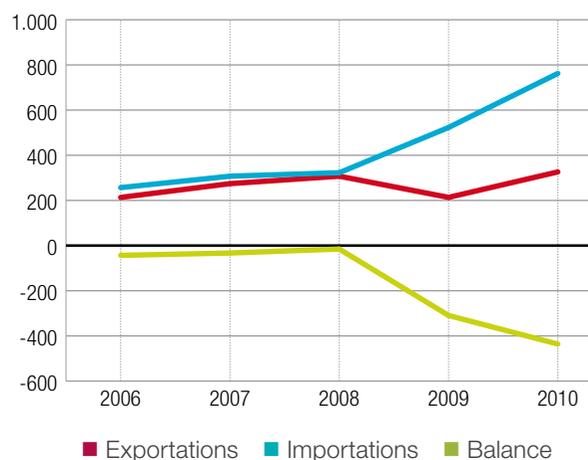


2.2.2. Relations commerciales avec la Belgique

Le Chili est un partenaire commercial important pour la Belgique en Amérique latine. Avec 362,2 millions d'EUR de marchandises belges exportées vers le Chili, ce pays est le 53^e client de la Belgique. Il se classe 39^e parmi les fournisseurs de notre économie, avec 522,9 millions d'EUR. Au sein de l'Amérique latine, le Chili est le troisième client et fournisseur de la Belgique. Du fait de son ouverture au commerce et de sa stabilité politique, le pays est devenu un partenaire important de la Belgique, tant sur le plan économique que diplomatique

Un accord de promotion et de protection des investissements a en effet été signé en 1993, et est entré en vigueur dès 1999. Outre la protection classique des intérêts des parties en cas d'événement inhabituels, cet accord garantit aux investisseurs le versement de leurs intérêts, dividendes et autres revenus ainsi que des compensations en cas de perte ou de dépossession. Plus récemment, un accord a été trouvé au sujet de la double taxation des revenus entre le Chili et la Belgique. Celui-ci a été signé en 2007 et entré en vigueur en janvier 2011.

Figure 12: Échanges bilatéraux de biens entre la Belgique et le Chili, en millions d'EUR



Source: Banque Nationale de Belgique



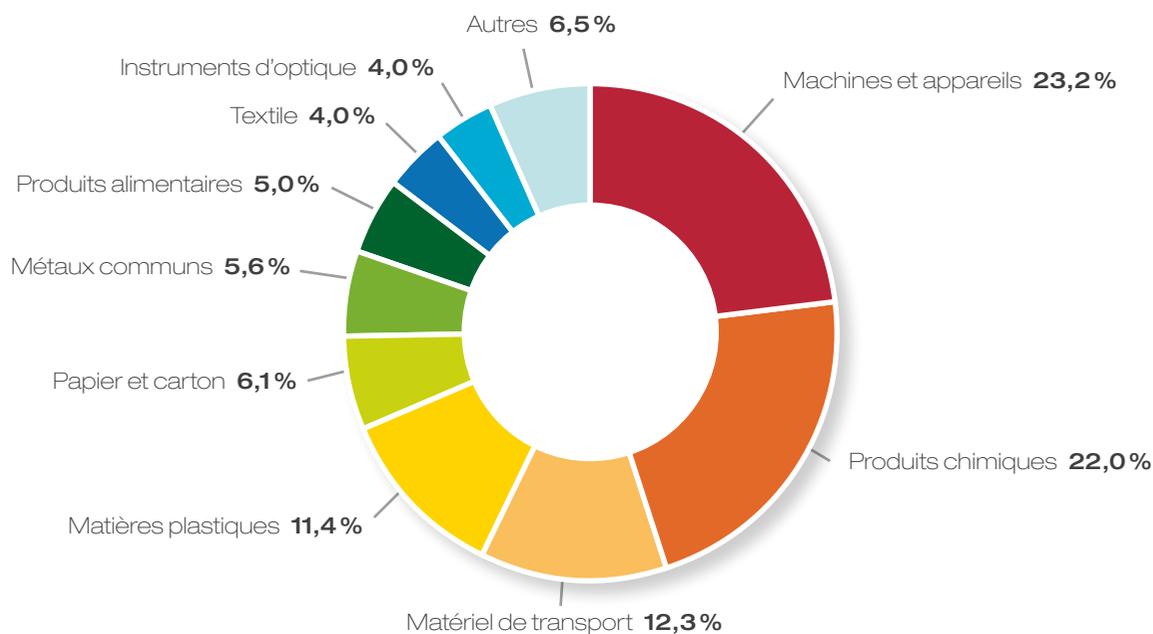
Alors que la balance des biens était presque en équilibre entre 2006 et 2008, un déficit commercial est apparu en 2009 et 2010. Les importations chiliennes ont chuté, indépendamment de leur provenance, et les produits belges n'ont pas été épargnés. Nos exportations vers le Chili sont ainsi passées de 307,3 millions d'EUR en 2007 à 213,5 en 2008. Cette déviation n'a néanmoins pas duré, et les exportations belges ont dépassé leur niveau d'avant la crise dès 2010.

Le déficit de la balance des biens provient donc principalement de la croissance des importations belges du Chili, qui ont plus que doublé entre 2008 et 2009. Ce ne sont pas tant les quantités importées mais bien les prix des produits qui ont tiré nos importations à la hausse: le prix de la tonne de cuivre, qui représente 41 % de nos importations en provenance du Chili, est en effet passé de 3.260,6 USD en janvier 2008 à 9.152,86 en décembre 2010, soit

une multiplication par un facteur de 2,8. L'impact de la flambée du prix du cuivre a heureusement été pondérée par la dépréciation du dollar: à taux de change égal, la valeur de nos importations aurait été multipliée par 3,28 alors même que les quantités importées ne progressaient que de manière marginale.

La banque de données de l'Agence pour le Commerce extérieur démontre l'intérêt que témoignent les entreprises belges pour le marché chilien. En mai 2011, on comptait 850 exportateurs actifs dans le pays et 1.671 entreprises intéressées par le marché chilien (sur un total de plus de 20.000 entreprises). La différence entre le nombre d'entreprises intéressées et celui des exportateurs illustre l'hésitation des entreprises belges à franchir le pas et à exporter au Chili, ce qui, une fois de plus, confirme l'intérêt d'une mission économique conjointe.

Figure 13: Exportations belges Chili en 2010, en %

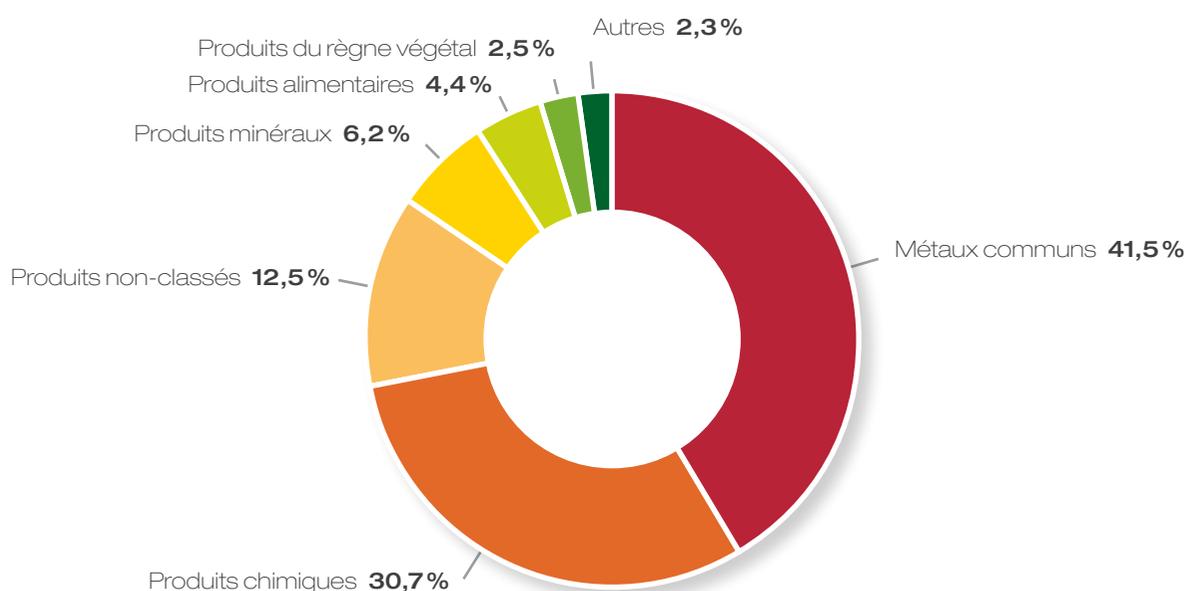


Source : Banque Nationale de Belgique

Les machines et appareils ainsi que les produits chimiques, deux sections traditionnellement prépondérantes dans le commerce extérieur belge, représentent à elles seules près de la moitié des exportations vers le Chili. L'industrie plastique, un des fleurons industriels belges, représente quant à elle un peu plus de 10 % de nos exportations.

La majorité des secteurs d'exportation ont progressé en 2010, les exportations de papier et carton et du matériel de transport progressant respectivement de 429,7 % et 164,3 %. Malgré cette croissance rapide, la section des papiers et cartons ne représente actuellement que 6,1 % du total des exportations. On remarque également une forte augmentation des exportations de pierres, plâtre et ciment (+ 162,8 %), d'instruments d'optique (+ 85,7 %) et de produits textiles (+ 60,9 %).

Figure 14: Importations belges du Chili en 2010, en %

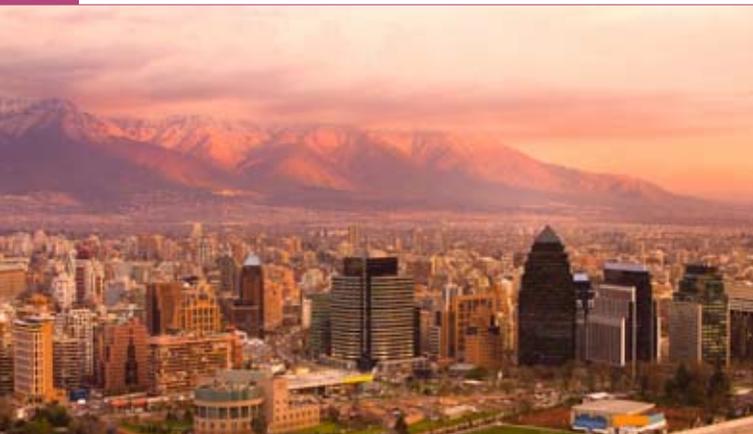


Source: Banque Nationale de Belgique

Plus du tiers des produits importés du Chili sont des métaux communs. Cette section est composée à 99,42% de cuivre et de produits issus du travail du cuivre. Les importations de ce métal ont progressé de 72,1% entre 2009 et 2010, principalement du fait de la hausse rapide des prix enregistrée sur la période. Les produits chimiques, avec plus d'un quart des importations belges, et en progression de 66,4% sur 2010, constituent la deuxième section à l'importation.

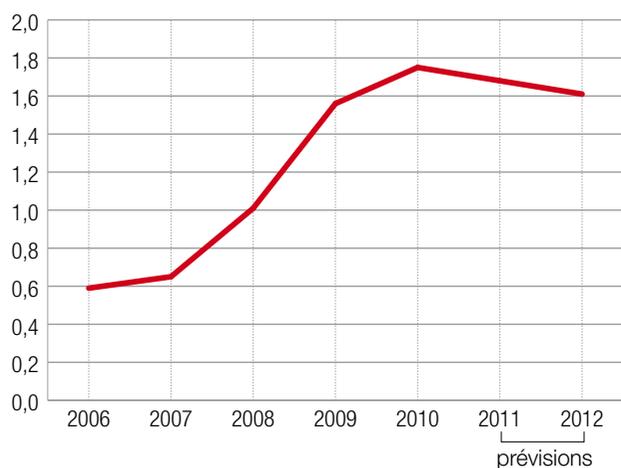
Le groupe des produits minéraux s'est octroyé 6,2% de nos importations, soit une régression de 4% par rapport à l'année passée. Cette catégorie est une des quatre à avoir diminué entre 2009 et 2010, avec les produits du règne végétal, les matières plastiques et les produits du règne animal.

Les hausses les plus spectaculaires ont été enregistrées dans les secteurs du bois (+ 110,1%), des métaux communs (+ 70,9%), des ouvrages en pierre, plâtre et ciment (+ 67,1%) et des produits chimiques (+ 66,4%). Toutes sections confondues, les importations en provenance du Chili ont progressé de 45,8% en 2010.



2.3. Investissements directs étrangers

Figure 15: Part des flux d'IDE mondiaux dirigés vers le Chili, en %



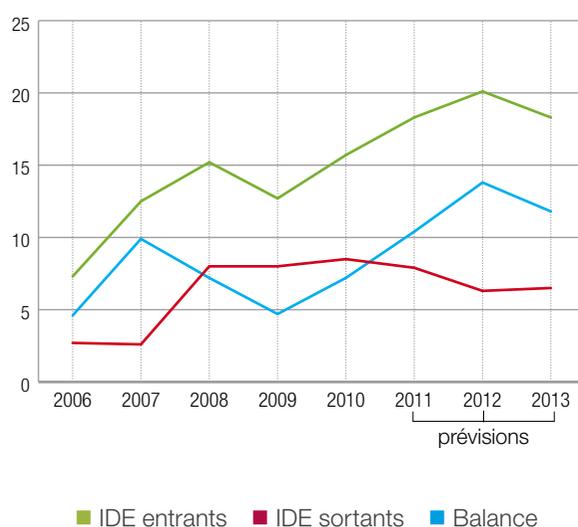
Source: EIU

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10% du capital d'une entreprise étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont généralement classifiées selon deux grands groupes : les investissements dits « greenfields », qui visent à créer une entreprise de toutes pièces, et les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

Le Chili offre un environnement stable et ouvert aux investisseurs étrangers. Grâce aux politiques d'ouverture introduites par les gouvernements successifs depuis une dizaine d'années, les investissements étrangers ont en effet augmenté à une vitesse étonnante. Alors que le pays ne s'adjudageait que 0,6% des IDE mondiaux en 2006, il en accapare près de trois fois plus en 2010, avec 1,75%. Plusieurs éléments expliquent cette évolution :

- la conclusion de multiples accords bilatéraux de protection des investissements, dont la version belge a été signée en 1993.
- la signature d'un nombre impressionnant d'accords destinés à éviter la double taxation entre le Chili et ses partenaires commerciaux.
- la signature de plusieurs conventions de libre-échange entre 2006 et 2010, avec le Japon, la Chine, l'Australie, l'Inde, le Pérou, le Panama et la Colombie. Les accords avec le Vietnam, la Malaisie et la Thaïlande ont été conclus et devaient bientôt être ratifiés par les deux pays.
- les avancées réalisées par le pays en termes de gouvernance économique dans le cadre de son accession à l'OCDE.
- l'amélioration de la compétitivité de l'économie chilienne suite à des réformes en profondeur du système économique depuis une trentaine d'années.
- les progrès du pays en matière de lutte contre la corruption, qui ont notamment fait du Chili la nation la plus transparente d'Amérique latine selon Transparency International.
- l'ouverture aux investissements étrangers dans de nombreux secteurs en vue de diversifier l'économie chilienne : les secteurs du bois, des fruits, du vin ou encore de la viande animale en sont quelques exemples parmi les plus révélateurs.
- la création d'entreprises par des investisseurs étrangers a été grandement facilitée. La société par action, concept introduit en 2007, permet la création d'une activité sans avoir à passer par un partenaire local. Le temps nécessaire à l'ouverture d'une entreprise se limite à 22 jours au Chili contre une moyenne de 56,7 jours en Amérique latine.

Figure 16: Flux d'investissements directs étrangers, en milliards d'USD courants



Source: EIU

Les investissements directs étrangers entrants sont principalement réalisés par le Canada (25,4%), le Mexique (20,8%) et les États-Unis (14,1%). Le Japon et la Colombie représentent chacun 12% des IDE entrants. La part de la Belgique dans le total de ces flux est minime, ce qui indique que des progrès considérables peuvent encore être accomplis.

De même que le secteur minier est le plus important à l'exportation, il est également le plus grand récipiendaire d'IDE du pays avec 38,3% du total en 2010. Suivent ensuite le commerce de gros et de détail, avec 24,2%, et le secteur du transport et de la logistique (12,3%). La part du secteur minier diminue toutefois suite à la politique de diversification menée par les autorités, et cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir.

Les investissements directs étrangers sortants effectués en 2010 sont quant à eux dirigés en grande partie vers l'Amérique du Nord, puisque le Canada et les États-Unis représentent respectivement 44,7 et 9,5% du total des flux. L'Espagne (20,5%) et le Royaume Uni (10%) comptent également parmi les plus grands

destinataires d'IDE chiliens. Outre un épisode exceptionnel en 2008, où les investissements chiliens en Belgique représentaient 10,8% du total des flux sortants, ceux-ci sont traditionnellement limités, et n'atteignent que 2,8% du total en 2010. Récemment, le groupe minier chilien Sigdo Koppers a racheté Magotteaux, une entreprise belge leader mondial de la production de pièces utilisées dans les processus industriels nécessitant des opérations de concassage.

Ces montants sont surtout investis dans le secteur minier, et ceci à hauteur de 58,1%. Les autres secteurs concernés par les IDE chiliens sont ceux de la construction (18%), de la fourniture d'électricité, d'eau et de gaz (8,7%) et des communications (5,8%). Bien que l'importance du secteur minier reste constante, celle des autres secteurs fluctue considérablement au gré des projets d'envergure.

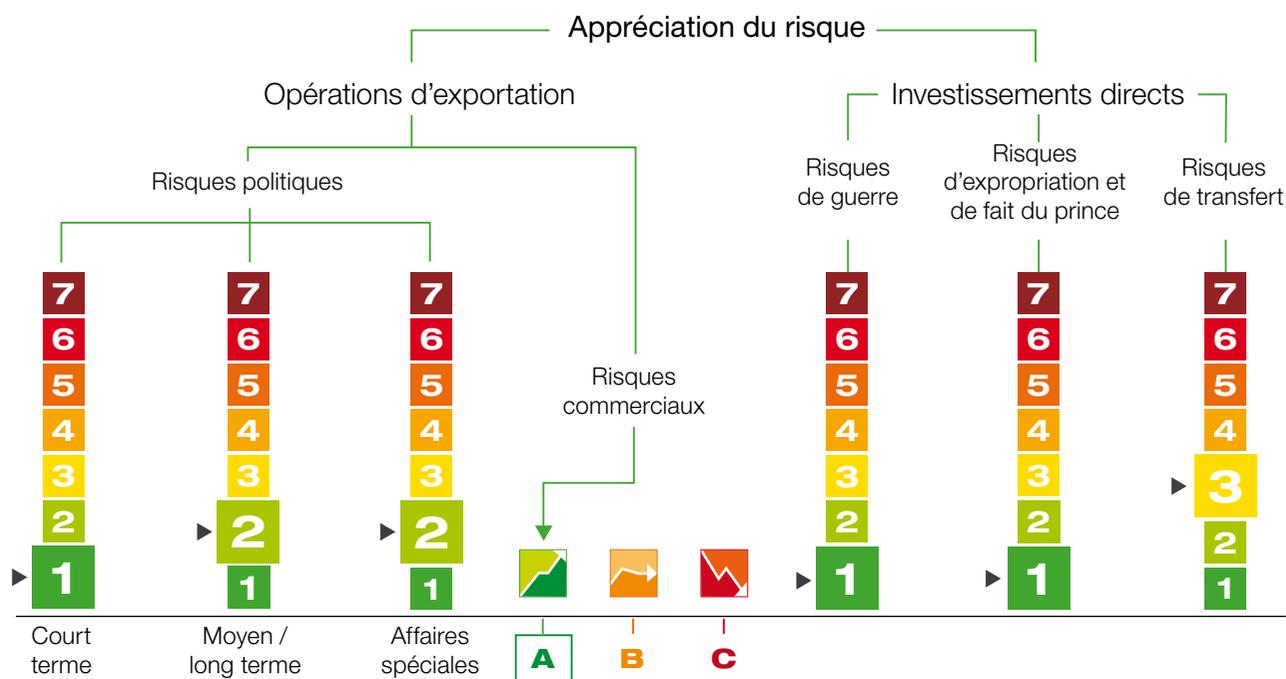
Alors que la balance des investissements directs étrangers suivait une tendance à la hausse entre 2006 et 2007, elle s'est fortement contractée en 2008 et 2009 alors que les flux entrants se tarissaient et que les flux sortants continuaient de croître. À partir de 2010, les experts de l'Economist Intelligence Unit prévoient une évolution positive des flux entrants et une stagnation des flux sortants, ce qui se traduira dans une hausse sensible de la balance des IDE jusque en 2012.

«The attraction of Chile to foreign investors lies not only in its resource abundance but also in its tradition of openness to foreign investment. Chilean policies towards inward investment generally conform to OECD standards, and the country has been a trailblazer within Latin America in terms of its early attempts to attract inward investment through an outward-looking strategy. Chilean firms, in particular privatized ones, are also becoming important regional investors.»

Chile's FDI policy: past experiences and future challenges,
OCDE, 2002

2.4. Appréciation du risque

2.4.1. Appréciation du risque selon l'Office National Du Dueroire



L'Office National Du Dueroire (ONDD), assureur-crédit public belge, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, l'ONDD établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour le Chili sont encourageantes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

Les «risques politiques» auxquels les investisseurs s'exposent au Chili sont minimales, que ce soit à court ou à moyen et long terme (respectivement classes 1 et 2). Le «risque politique» doit

être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt pour l'assuré ou pour le débiteur un caractère de force majeure comme par exemple les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, les actes d'autorités publiques ayant le caractère de «fait du prince».

Le «risque commercial» se situe en classe A, soit un risque faible. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour les opérations faisant l'objet d'une durée de crédit de moyen/long terme, l'ONDD peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise, et sans autres conditions particulières. Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

Investissements directs

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. Le Chili obtient ici la meilleure cotation de 1 sur 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dis) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Avec une note de 1 sur 7, le Chili obtient un excellent résultat.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Obtenant 3 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques faibles (pour de plus amples informations, voir www.ondd.be).

2.4.2. Autres indicateurs de risque

De nombreuses institutions estiment le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- Selon le Global Competitiveness Report 2010-2011 du World Economic Forum, le Chili obtient la 30^e place sur 139 pays classés selon leur compétitivité, derrière l'Irlande mais devant l'Islande. Ce résultat, stable par rapport au précédent rapport, est principalement dû à un marché des biens et services efficient, un marché financier développé, une stabilité économique exemplaire, et des institutions transparentes. Les facteurs les plus problématiques pour les affaires sont la régulation restrictive du marché du travail (cité par 27,3% des participants à l'enquête), la bureaucratie (18,1%) et la faible éducation des travailleurs (14,6% des participants).
- Le pays est 18^e sur 125 pays en ce qui concerne la facilité de faire du commerce par le Global Enabling Trade Report 2010 du World Economic Forum, soit une progression d'une place par rapport à 2009.
- L'OCDE estime le risque pays à 2 sur 7 au Chili, soit un risque faible.
- Selon l'Index of Economic Freedom 2011 de la Fondation Heritage, le pays se classe 11^e sur 179 avec un score de 77,4 (en progression).
- La dette du gouvernement chilien est notée Aa3 selon Moody's Investors Service, et A+ selon Fitch et Standard & Poor's (mars 2011), soit une qualité moyenne. En juillet 2011, les prévisions de l'agence de notation Standards & Poor's au sujet de la dette chilienne se sont améliorées, passant de stables à positives. Cette évolution est due à la grande stabilité des institutions et à la bonne coordination des politiques économiques.
- Finalement, selon l'indicateur Doing Business 2011 de la Banque Mondiale, le pays se classe à la 43^e place sur 183, derrière la Slovaquie mais devant le Luxembourg et en progression de dix places. Le Chili obtient un bon score concernant la protection des investisseurs, mais les résultats sont plus défavorables concernant les formalités à remplir pour fermer une entreprise.

3 Approche sectorielle



3. Approche sectorielle

3.1. Secteur minier

Taille du secteur chilien des équipements miniers, en millions d'USD

	2009	2010	2011 (estimations)	2012
Taille du marché	845	1.250	1.364	1.516
Production locale	190	198	206	216
Exportations	99	92	124	142
Importations	754	1.144	1.282	1.442

Source: U.S. Commercial Services

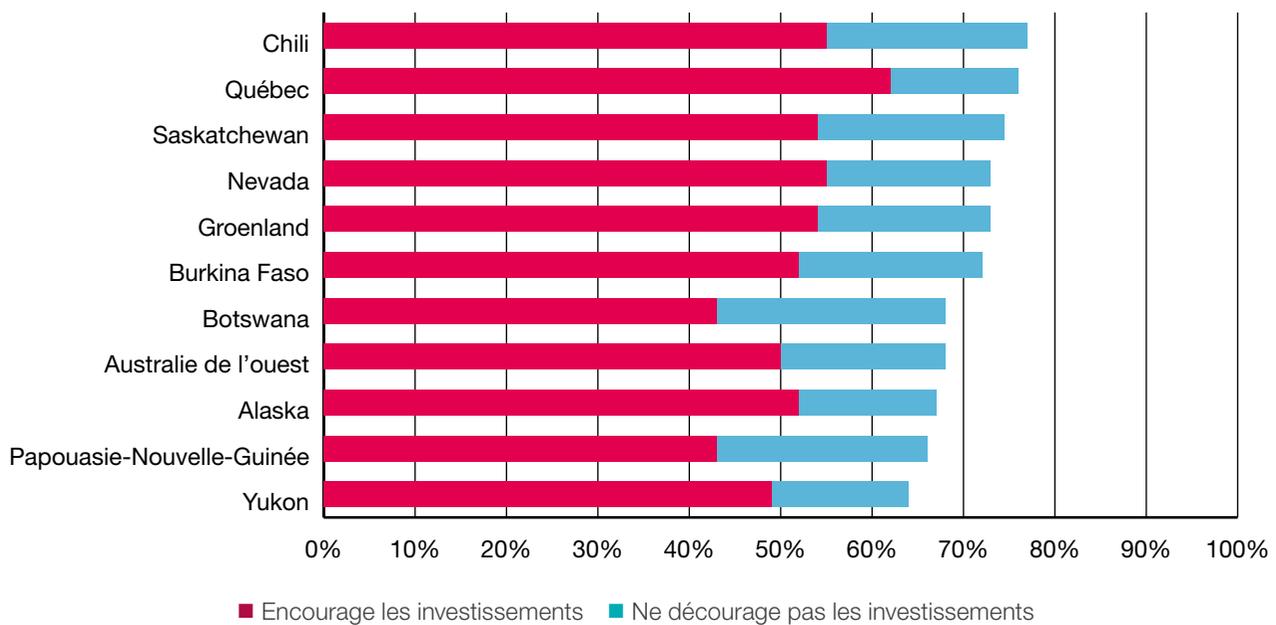
Le Chili est un géant de l'exploitation minière. Grâce à sa localisation dans une zone d'activité sismique intense, le sol du pays recèle de nombreuses richesses minérales. La principale est bien évidemment le cuivre, dont le pays est le plus grand producteur au monde avec près d'un tiers de la production totale du minerai. Le Chili est également le premier producteur de nitrates naturels (près de 100 % du total mondial), d'iode (53 %), et de lithium (45 %), le troisième producteur de molybdène (15 %) et le septième producteur d'argent (6 %).

Les exploitations sont principalement situées dans le nord et le centre du pays, à savoir les régions de Tarapacá, d'Antofagasta et de l'Atacama. La mine d'Escondida, dans le nord du désert de l'Atacama, est la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert du monde, et contribue pour la majorité de la production en cuivre du pays. El Teniente est de son côté la plus grande mine souterraine au monde. Les exploitations minières localisées à la frontière avec la Bolivie ou le Pérou représentent également une occasion de capter des parts de marché dans ces pays, dont le secteur minier est en croissance.

Grâce à l'ouverture du pays aux investissements étrangers, du soutien du gouvernement envers le secteur et de la législation de pointe du pays en la matière, le Chili s'est hissé au sommet du classement de l'institut Fraser 2010-2011 des pays au plus grand potentiel de développement dans le secteur minier. Selon les entreprises interrogées, les forces du pays sont les suivantes :

- le faible degré d'incertitude en matière de taxes, de réglementations, et d'interprétations des textes juridiques,
- la stabilité des réglementations environnementales,
- la transparence des procédures légales, à la fois rapides, vierges de corruption et efficaces,
- ainsi qu'un régime fiscal particulièrement favorable au secteur.

Figure 17: Potentiel minier actuel, à régulation et restrictions inchangées



Source : Fraser Institute Annual Survey of Mining Companies 2010/2011

Bien qu'étant le champion en matière d'exportations, le secteur minier chilien n'en est pas moins profondément dépendant des importations de technologies en provenance de l'Union Européenne, des États-Unis et du Japon. L'Universidad Santa María Empresas S.A. identifie ainsi plusieurs domaines où l'offre nationale n'est pas suffisante pour assurer le développement de l'industrie, notamment en matière de robotique, d'innovation technologique, d'équipement minier ou de gestion des ressources. La majorité du secteur est composée d'offre de services (42% du total), et dans ce domaine également le pays dépend des prestataires étrangers.

Là où d'autres gouvernements auraient pu décider d'instaurer des barrières au commerce afin de soutenir le développement de l'industrie nationale, les autorités chiliennes ont choisi d'ouvrir grand leurs frontières. Les entreprises étrangères sont ainsi invitées à investir dans le pays, entre autre via l'International Investment Program for Mining Suppliers. En 2010, les importations du secteur minier représentaient 1.144 millions d'USD, pour un secteur d'une valeur totale de 1.250 millions. La production locale, d'une valeur de 198 millions d'USD, reste clairement en retrait par rapport à la production étrangère.



Grâce à l'afflux combiné de capitaux publics et étrangers, le secteur minier chilien devrait continuer à se développer. Avec le rebond du prix du cuivre depuis sa chute en 2008 suite à la crise économique, les entreprises du secteur sont prêtes à réaliser les investissements nécessaires pour développer de nouvelles exploitations. La croissance attendue de la demande, suite entre autres au développement chinois, est également un incitant de taille pour moderniser les techniques. Les chiffres annoncés pour les années à venir confirment la pérennité de la croissance :

- 14 milliards d'USD débloqués pour les investissements sur la période 2006 – 2012,
- 50 milliards d'USD d'investissements prévus d'ici 2017 (dont 20 milliards réalisés par l'entreprise nationale CODELCO et 20 autres par les grandes entreprises actives dans le pays), ce qui devrait porter le potentiel de production annuel de cuivre à 7,3 milliards de tonnes métriques contre 5,37 milliards en 2009,
- 18 projets de plus de 1.500 millions d'USD ont été identifiés à l'horizon 2018, principalement dans les régions du nord du pays,
- et finalement 98 projets ont été retenus pour la période 2007–2015, pour une valeur totale de 18,5 milliards d'USD.

“For current and future projects, suppliers are necessary to deliver services, supplies and goods at cost conditions that will ensure the competitiveness of the mining industry in Chile. [...] supplies, goods and services are not served locally in the country, including applied robotics, innovations in mining equipment, innovations in inputs, water management, monitoring of slopes and inbound logistics services. Others have suppliers that operate in markets with the characteristics of a monopoly, which does not help when it comes to operating with competitive costs either.”

Universidad Santa María Empresas S.A., Identification of Strategic Supplies for Leading Mining Companies in order to Direct the Promotion and Attraction of Investment, septembre 2009

■ Opportunités pour les entreprises belges :

Outils d'exploration, d'exploitation en sous-sol et à l'air libre, maintenance d'appareils mécaniques et électroniques, technologies de l'information et de la communication appliquées au secteur minier, contrôle des processus à distance, cartographie, gestion des ressources naturelles autour des sites, solutions en matière d'énergie thermique autour des sites, pneus et véhicules de transport de minerais, boules en acier utilisées pour le broyage, technologies de raffinage et produits chimiques utilisés dans l'industrie minière, ...

3.2. Agro-alimentaire

Taille du secteur agro-alimentaire chilien, en millions d'USD

	2009	2010	2011 (estimations)	2012 (estimations)
Taille du marché	299.600	365.000	381.500	398.668
Production locale	6.600	6.900	7.176	7.463
Exportations	12.000	21.500	22.040	22.475
Importations	305.000	380.000	397.100	414.970

Source: U.S. Commercial Services

Les produits agricoles chiliens ont, ces dernières années, acquis une renommée internationale. Le pays exporte ainsi avec succès son saumon, ses fruits frais, déshydratés ou en conserves, ainsi que ses vins. Les chiffres du secteur sont impressionnants :

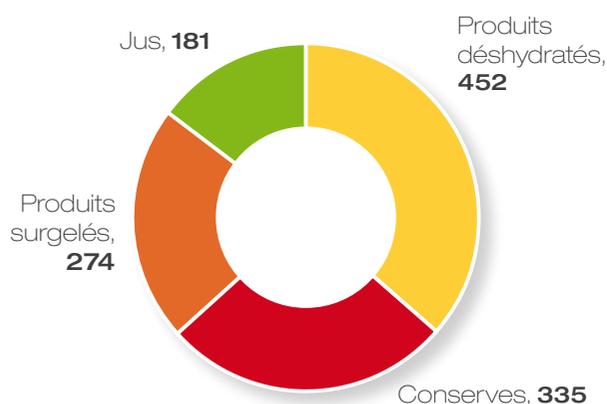
- 324.000 hectares de terres sont utilisés pour la culture fruitière, et le Chili est le plus grand exportateur de fruits de l'hémisphère sud avec 2.794 millions d'USD de produits vendus à l'étranger,
- 10^e producteur et 5^e exportateur mondial de vins, avec 1.424 million d'USD d'exportations en 2009,
- Taux de croissance de 55 % de la production de produits laitiers et de viande sur les dix dernières années,
- Deuxième plus grand producteur de saumon au monde, derrière la Norvège. Le pays a exporté en 2009 pour 2.098 millions d'USD de saumon, et ce chiffre devrait atteindre 3.200 millions d'ici 2015.
- Premier exportateur mondial et deuxième producteur de pommes déshydratées, et acteur clé dans l'industrie de la transformation alimentaire,
- Des exportations de produits agricoles chiliens composées à 21 % de vins, à 25 % de fruits, et à 14 % de saumon.

- L'industrie agro-alimentaire est un employeur important du pays, offrant un emploi à près de 17 % de la population.
- Entre 1974 et 2009, les investissements dans le secteur agro-alimentaire ont atteint 3.015 millions d'USD, soit 4 % du total sur la période.

Ces résultats sont rendus possibles par la situation géographique exceptionnelle du Chili. Grâce à son climat méditerranéen, le pays est capable de produire hors-saison un large éventail de produits et de réaliser plusieurs récoltes sur une même année. La forme si particulière du Chili, s'étendant du 17^e au 56^e degré de latitude sud, se traduit dans une diversité de climats considérable, permettant aux exploitants agricoles de varier les cultures.

Étant donné la place occupée par le pays dans le commerce agricole, les chances de pénétrer le marché de ces produits sont très faibles. En effet, seuls 10 à 15 % des produits vendus en supermarchés sont importés. De nombreuses opportunités sont néanmoins à saisir dans le domaine de l'équipement à usage agricole. L'importance du Chili dans le domaine de la transformation de produits frais signifie que la demande en équipement moderne de la part des usines est grande, et la hausse de la demande mondiale pour les produits en provenance du Chili devrait se traduire dans une demande soutenue d'appareils agricoles.

Figure 18: Exportations d'aliments transformés en 2009, en millions d'USD



Source: Ministère de l'agriculture

L'industrie nationale à elle seule ne pourra pas satisfaire cette demande. La part de la production locale dans le secteur est en effet estimée à moins de 2% par les services commerciaux américains. La production de machines agricoles est pour ainsi dire inexistante et se limite à des pièces de base et de remplacement. Que ce soit dans le domaine des graines, des machines de transformation des fruits, des machines agricoles, des produits de santé animale, ou encore des produits chimiques destinés à l'agriculture, le Chili est importateur de technologies internationales. Le marché chilien des machines agricoles devrait croître à un rythme de 4 à 4,5% d'ici 2012, alors qu'il n'avait progressé que de 2% entre 2009 et 2010 (principalement suite à une année 2010 assez sèche et à la crise économique). Suite aux dégâts infligés aux infrastructures par le tremblement de terre de février 2010, les investissements en matière d'irrigation devraient être particulièrement élevés dans les années à venir.

De plus, le gouvernement a récemment annoncé son souhait de faire du pays une puissance agro-alimentaire de taille mondiale. Pour ce faire, il compte soutenir les efforts de modernisation du secteur afin de doubler les quantités exportées d'ici 2013, pour atteindre 62 milliards d'USD. La Belgique représentant moins de 2% des importations chiliennes de matériel agricole, la marge de manœuvre pour nos entreprises est considérable.



■ Opportunités pour les entreprises belges :

Technologie pour la production vitivinicole, agriculture biologique, design et packaging, additifs alimentaires, engrais, gestion logistique de la chaîne du froid, sécurité alimentaire, génétique animale et végétale, emballage de produits, équipements pour les industries de transformation alimentaire, produits chimiques utilisés dans la transformation des produits frais, biotechnologies, équipement d'irrigation, matériel de pisciculture, formation et services de consultance, ...

« Foreign investment has played a significant role in the development of Chile's food industry and is particularly important in the production and marketing of wine, fruit and processed foods and in aquaculture. The know-how, technology, distribution channels, support services and capital provided by foreign investors have contributed effectively to the development of this activity. Without doubt, these factors, along with local capabilities, will continue to add to Chile's important achievements in this field. »

Liliana Macchiavello, Vice-présidente exécutive du comité pour des investissements étrangers, mai 2010

3.3. Secteur aérospatial

La phase la plus cruciale dans l'observation de l'espace se situe bien en amont du travail des images, lors du choix de l'emplacement du télescope. Afin d'obtenir les images les plus précises possibles, de nombreuses conditions doivent être satisfaites. Le site du désert d'Atacama, au nord du Chili, est l'un des rares endroits au monde présentant des conditions idéales d'observation :

- l'absence de nuages : à l'ouest, le courant d'eau froide Humboldt est responsable de la création d'une couche d'air froid le long des côtes, ce qui empêche les nuages de se former. À l'est, la cordillère des Andes agit comme une barrière naturelle et isole le désert d'Atacama de toute humidité. Ces deux atouts expliquent l'absence de nuages et le faible degré d'humidité de l'air.
- un lieu sans aucune pollution : situé à l'écart des grandes villes et des sources de lumière nocturne, le désert d'Atacama est également isolé de la pollution de l'air souvent observée près des villes. Cela résulte en un air d'une transparence remarquable.
- l'altitude : de nombreux sites de haute altitude sont répartis dans le désert d'Atacama. Le plateau de Chajnantor, par exemple, est situé à une altitude de 5.000 mètres. À cette altitude, l'air est moins chargé en vapeur d'eau et les distorsions créées par l'atmosphère sont minimales.

Ces conditions font du site un des plus recherchés au monde, et les télescopes de l'European Southern Observatory, situés à des emplacements stratégiques dans le désert, sont très demandés par les équipes de recherches. Situé quant à lui dans la cordillère des Andes, l'observatoire Gemini est également un des grands acteurs de l'astronomie au Chili. Finalement, les télescopes Magellan 1 et Magellan 2 sont également localisés sur le sol chilien, à l'observatoire de Las Campanas. En dehors de la concurrence des sites de Hawaï et de Ridge A en Antarctique, les sites chiliens font face à peu de rivalité.



C'est également au Chili que va être installé l'E-ELT (European Extremely Large Telescope). Doté d'un miroir de 42 mètres de diamètre, il sera le plus grand télescope à ce jour et devrait être capable de fournir des observations d'une qualité inégalée. Ce projet génère déjà des opportunités énormes pour les entreprises belges actives dans le matériel optique et dans l'astronomie, et devrait contribuer à l'essor de l'astronomie chilienne.

Mais le désert d'Atacama n'est pas seulement une zone d'observation. En effet, du fait de son climat aride, il a été retenu pour accueillir le projet MMARS (Moon Mars Atacama Research Station). Celui-ci vise à reproduire les conditions de vie présentes sur la Lune et sur Mars dans le désert chilien. Le secteur spatial est donc en plein essor au Chili. Entre 2010 et 2015, la part du secteur spatial dans l'économie chilienne devrait passer d'un peu moins de 0,1 % du PIB à près de 0,3 %. Ce sont surtout les technologies étrangères qui équipent les installations situées au Chili, et la Belgique pourra faire valoir son expertise dans les domaines de l'optique et des technologies de pointe lors de la mission conjointe de décembre 2011.



Isolé du reste du continent par la cordillère des Andes, le Chili est dépendant de son secteur aérien pour le transport de marchandises. La croissance rapide de ce moyen de transport entre 1996 et 2008 (progression de près de 6,4 millions de passagers) se traduit par des besoins de modernisation des infrastructures et de renouvellement de la flotte du pays. Ici encore, le gouvernement fait appel aux entreprises internationales pour répondre à la demande interne.

C'est dans ce contexte que se tiendra du 27 mars au 1^{er} avril l'édition bisannuelle du salon FIDAE, consacré à l'aviation civile et commerciale, la défense, la technologie spatiale, la maintenance des équipements et les infrastructures. Ce salon est le plus grand du genre en Amérique latine, et considéré par de nombreux observateurs comme l'un des cinq plus reconnus au niveau mondial. Au regard du succès rencontré par la précédente édition, les entreprises belges peuvent également compter sur ce salon pour approfondir les relations qui ne manqueront pas de se nouer durant la mission économique conjointe au Chili.

■ Opportunités pour les entreprises belges :

Technologies optique de pointe, partenariats scientifiques et recherche en astronomie, informatique, avionique, technologies de l'information et de la communication appliquées à l'aérospatial, aviation civile et commerciale, équipement de défense, infrastructure aéroportuaire, consultance en aérospatial...

“A top-class site for astronomical observations must meet several criteria. To begin with, of course, you need a sky that is free of clouds pretty much all year round. But in addition to that, you also need excellent atmospheric conditions, as well as very dry air with as little water vapour content as possible. And this is exactly the kind of environment that you find in the Atacama Desert in Chile.”

European Southern Observatory's ESOcast, août 2011

3.4. Construction et infrastructure

Depuis 20 ans, le développement économique du Chili s'est accéléré jusqu'à atteindre un taux de croissance de plus de 6%. Ce développement s'est accompagné de besoins importants dans le domaine de la construction. À partir de 1990, les gouvernements démocratiquement élus ont continué l'effort d'ouverture du secteur de la construction aux investissements étrangers, au point de devenir un modèle en Amérique latine et un des secteurs les plus ouverts mondialement.

Face aux défis de la modernisation, le gouvernement a mis en place en 1993 un système de concessions qui a largement contribué au succès du secteur des infrastructures. Celui-ci permet aux entreprises privées de participer aux projets de construction, de maintenance et d'opération des travaux publics. Ce faisant, elles apportent leurs capitaux afin de soutenir les projets rentables et récupèrent leurs investissements en réalisant des prélèvements au niveau des usagers. Les avancées de ce système en matière de financement sont importantes. Les contrats de concessions proposent en effet :

- un revenu minimum et un cadre de répartition des revenus,
- une protection envers les risques de change,
- un mécanisme de lissage des revenus dans le temps pour les entreprises participant aux partenariats,
- un mécanisme de rémunération sur base de la valeur actualisée du revenu, assurant un flux constant de paiements aux entreprises,
- collatéraux spéciaux pour travaux publics, offrant aux entreprises les mêmes facilités que l'État pour lever de l'argent,
- et la création de titres obligataires relatifs à l'infrastructure, incitant les agents privés à participer dans un financement de long terme des projets de construction et d'infrastructure.

Depuis le lancement du système de concessions, plus de 60 contrats ont été signés avec plus de 140 entreprises, générant pas moins de 8,7 milliards d'USD d'investissements. Après avoir été un facteur déterminant dans le développement des infrastructures routières (près de 2.500 km de routes ont été construits), le programme a été ouvert à d'autres types de projets, comme les aéroports, les lieux publics, les hôpitaux, ou encore les prisons.

Taille du secteur chilien de la construction, en millions d'USD

	2009	2010	2011 (estimations)	2012 (estimations)
Taille du marché	395	786	864	952
Production locale	1	1	1	1
Exportations	78	61	72	82
Importations	472	846	935	1.032

Source: U.S. Commercial Services

En 2010, la majorité des projets de construction et d'infrastructure hors habitations étaient relatifs à des installations énergétiques (35%) et minières (24%). Les infrastructures industrielles s'attribuaient 13% du total, tandis que l'immobilier non résidentiel et les infrastructures publiques représentaient respectivement 12 et 7% du total des projets.



Le tremblement de terre de février 2010

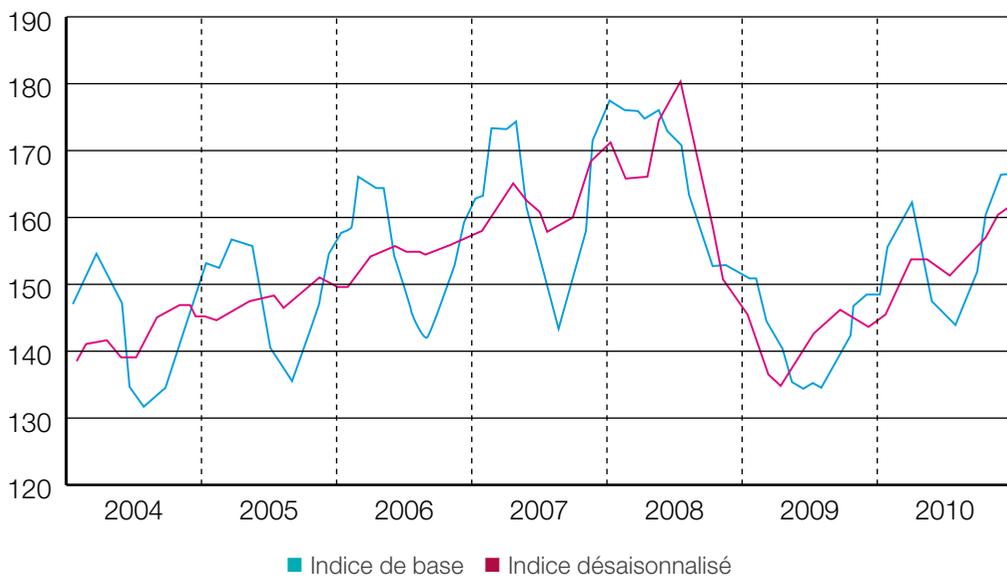
Le secteur de la construction au Chili reste profondément influencé par le tremblement de terre qui a frappé le pays le 27 février 2010. D'une magnitude de 8,8 sur l'échelle ouverte de Richter, le séisme s'est fait sentir jusqu'à 1.800 kilomètres de l'épicentre, situé près de la côte chilienne, et a déclenché un tsunami dévastateur. Le gouvernement évalue les dégâts à un montant compris entre 20 et 30 milliards d'USD. Les autorités chiliennes ont immédiatement réagi, et lancé un plan de reconstruction des zones détruites consistant en une phase d'urgence et une phase à plus longue échéance.

C'est surtout cette dernière qui influence les perspectives de croissance dans la construction. Après la contraction de 5,7% enregistrée en 2009, le secteur a en effet rebondi rapidement pour progresser de 5,2% entre 2009 et 2010. Les dépenses de reconstruction les plus importantes se situaient dans les domaines de l'immobilier, des infrastructures éducatives et des infrastructures de soin. Pour 2011, les analystes s'attendent à une croissance de l'ordre de 11% par an, justifiée par les grands projets suivants :

- les hôpitaux : afin de compenser les dégâts subis par les hôpitaux, 8 nouveaux centres de soins sont en chantier pour une valeur de près de 1,4 milliard d'USD,
- les prisons : les bâtiments utilisés actuellement ne suffisent plus et devraient être mis aux normes. Les projets dans ce domaine sont de l'ordre de 326 millions d'USD,
- l'aéroport international de Santiago : afin de gérer l'augmentation du trafic, le gouvernement envisage la construction d'un nouveau terminal plutôt que la modernisation de l'ancien, ce qui se traduirait en des opportunités énormes dans le secteur,
- les routes : cinq projets de concessions d'autoroutes sont prévus, pour une valeur totale de 2 milliards d'USD, et de nombreux appels d'offres ont été émis au début de l'année 2010,
- les mines : le secteur est l'un des plus importants dans le domaine des infrastructures, et son expansion se traduira certainement dans la croissance des dépenses d'infrastructures,
- les ports : 90% du commerce international du pays transite par ses ports.



Figure 19: Indice des ventes réelles de matériaux, (1996 = 100)



Source: Chambre chilienne de la construction



La production chilienne de matériel de construction est également inférieure aux standards européens. Après des années 2008 et 2009 catastrophiques suite à la crise, et un mauvais début d'année 2010 du fait de suspensions de projets, les ventes de matériaux de construction sont à nouveau en croissance. Grâce à leur progression rapide due aux commandes issues des projets de reconstruction, les analystes estiment que le secteur devrait renouer avec la croissance.

“Foreign investment has played an important role in the development of Chile’s infrastructure. Between 1974 and 2009, foreign direct investment worth US\$13.479 million was materialized in Chile’s electricity, gas and vapor industries under the DL 600 Foreign Investment Statute, accounting for 18% of the gross inflow during that period, while in hydraulic public works and the construction industry, it reached US\$1.724 million and 1.427 million , respectively. In addition, foreign investors committed US\$1.167 million to the transport industry and US\$349 million to real estate development. In other words, when we talk about infrastructure, we are referring to a sector that is not only significant for the Chilean economy in general but also of paramount importance as regards attracting foreign investments.”

Matías Mori Arellano, Vice-président exécutif du comité pour des investissements étrangers, octobre 2010

4 Réussites récentes



4. Réussites récentes

Perennity

SECTEUR: technologies de l'information et de la communication

L'entreprise bruxelloise Perennity est active dans le domaine de la protection et l'archivage de données informatiques. Créée en 2004, l'entreprise offre à ses clients des solutions automatisées de stockage de données sur CD, DVD et Blu ray adaptées à leurs besoins spécifiques.

Les produits phares de Perennity sont le système Perennity Archive edition, Dicom edition (technologie au service du secteur médical), Audio extractor (pour l'extraction de données audio provenant de CD), Centera Edition (stockage de données Centera sur un support externe et compatibilité entre le système de sauvegarde utilisé et Centera), Silent Cube (stockage de données à long terme) et iQ View (logiciel de lecture d'informations radiologiques).

La décision de s'implanter en Amérique latine était évidente pour l'entreprise, et se justifiait par la croissance économique rapide du continent, par l'accès à une population de clients potentiels considérable et par l'importance du réseau hospitalier qui s'est considérablement étendu ces dernières années. Pour l'ensemble de l'Amérique latine, l'entreprise dispose de 12 distributeurs locaux.

L'expérience chilienne de Perennity est actuellement un succès, et la zone composée du Chili, du Pérou et de l'Argentine génère 40 % des revenus de l'entreprise, principalement grâce au partenaire chilien DataConcept. « Nous avons établi une relation commerciale très solide avec nos partenaires en Amérique latine. Une fois que la confiance est établie, vos partenaires chiliens se comportent d'une manière extrêmement loyale », nous confirme Laurent Janssens, président directeur général de l'entreprise.

www.perennitysoft.com

BENEO-Orafti

SECTEUR: agro-alimentaire

BENEO-Orafti fait partie du groupe BENEO, une unité spécialisée dans les ingrédients au sein du groupe Südzucker. Ce dernier, grâce à ses 67 sites de productions répartis à travers le monde et ses plus de 19.900 employés réalise un chiffre d'affaire annuel de 5.3 milliards d'EUR.

BENEO-Orafti fait partie des leaders mondiaux dans la production d'ingrédients à base de chicorée. Ces ingrédients naturels peuvent être utilisés dans de nombreux produits alimentaires afin de créer un aliment équilibré ayant des effets positifs sur le système digestif. La gamme de produits de l'entreprise comprend entre autre des ingrédients alimentaires actifs tels que l'inuline et l'oligofructose. Chaque année, l'entreprise transforme plusieurs centaines de milliers de tonnes de chicorée en ingrédients à valeur ajoutée.

Historiquement implantée à Tirlmont, BENEO-Orafti opère dans plus de 75 pays via des entités à Singapour, en Espagne, en Allemagne, au Brésil ou encore aux États-Unis. Une entreprise de production est installée au Chili, à Pemuco. BENEO-Orafti dispose également d'une succursale à San José et d'un distributeur local à Santiago. Les produits fabriqués au Chili sont ensuite exportés aux États-Unis et en Amérique latine, et depuis 2008 en Asie.

Plus récemment, le groupe BENEO-Orafti a lancé son label de qualité en Amérique latine, et y a remporté un franc succès, témoignant du dynamisme du sous-continent et du marché chilien.

“[Chile] has important growth potential for reasons that include its climate, the quality and diversity of its agricultural land, its phytosanitary security and its traceability programs. There is also government support for the development and growth of agricultural activity. At BENEO-Orafti, we have seen these strengths and, particularly in the cultivation of chicory, we believe that, with more technology and applied research, we will be able to make important gains in productivity”

Holgen Janssen, directeur d'usine, BENEO-Orafti Chili

www.beneo-orafiti.com

Etex group

SECTEUR : industrie

Etex group est un groupe industriel belge qui possède et gère un portefeuille de 90 entreprises. Celles-ci produisent et distribuent des matériaux et des systèmes de construction de haute gamme dans 42 pays sur tous les continents. Considérées dans leur ensemble, ces entreprises emploient près de 13.500 personnes.

Via ses multiples filiales, le groupe offre une vaste gamme de matériaux de construction dans quatre grands domaines :

- les toitures, avec ardoises en fibre-ciment, tuiles en béton, plaques ondulées de fibre-ciment, et tôles ondulées,
- le bardage et les panneaux de construction en fibre-ciment et en plâtre utilisés dans les travaux de façade, de séparations murales, de plafonnage,
- les planches, sprays et produits intumescentés utilisés dans le domaine de la protection contre le feu et l'isolation,
- Les sols en céramique et les carrelages muraux utilisés dans les finitions de cuisines, de salles de bain et de salons.

Le groupe est actif en Amérique avec 20 entreprises, dont 18 sont situées sur le continent sud-américain. On en compte 10 au Chili, qui est dès lors la plateforme de la société en Amérique.

Le pays pèse donc lourd dans la stratégie américaine d'Etex group. En 2010, le Chili représentait 31 % des ventes du groupe dans le domaine des matériaux de construction, et totalisait près de 10 % du chiffre d'affaire de l'année écoulée. Le tremblement de terre qui a touché le pays en février 2010 a sensiblement impacté la situation du groupe au Chili, et les entreprises sur place se sont jointes à l'effort d'assistance et de reconstruction.

www.etexgroup.com

Aurea Imaging

SECTEUR : mines

L'expertise d'Aurea Imaging se situe dans le domaine de la production et de l'analyse de données géographiques. En utilisant les technologies GIS (Geographic Information System) et Earth Observations, l'entreprise est en mesure de produire des modèles en trois dimensions et des bases de données permettant d'analyser un environnement changeant.

Les principaux domaines d'application des technologies d'Aurea Imaging se situent dans la gestion des ressources agricoles, forestières et minières, ainsi que dans la cartographie 3D et la modélisation en quatre dimensions. Les solutions de l'entreprise combinent plusieurs technologies :

- images générées grâce à des drones aériens,
- images satellites et aériennes de n'importe quel endroit sur la planète,
- données issues d'analyses sur le terrain,
- et logiciels spécifiques de traitement des images ainsi que systèmes GIS.

Dans l'industrie minière en particulier, Aurea Imaging fournit des cartes topographiques à partir d'images d'extra-haute résolution en provenance de drones aériens ou de satellites, mais également via des analyses sur le terrain et des stations au sol. Grâce à la combinaison de ces techniques, les données fournies sont à la fois précises et disponibles à un coût moindre. Les technologies Aurea sont également utilisées dans les phases d'exploration et de surveillance des sites miniers.

L'entreprise a décroché dès 2008 plusieurs contrats dans le secteur minier chilien, notamment pour BHP Billiton dans le nord du pays. Le secteur minier du Chili est un des clients importants de l'entreprise, puisqu'il a commandité plusieurs projets topographiques à ce jour.

www.aureaimaging.com

AGC Mirabel

SECTEUR: construction

AGC Mirabel est la filiale chilienne du groupe AGC Glass. Le groupe produit et transforme le verre plat à destination du secteur de la construction (vitrages extérieurs et décoration intérieure), de l'automobile, de l'énergie solaire et des industries spécialisées. AGC Glass Europe, la branche européenne d'AGC Glass emploie aujourd'hui environ 13.000 personnes.

L'entreprise se compose de trois divisions: verres bruts, verres transformés, verres automobiles et verres solaires. Chacune est composée de plusieurs Business Units opérant en liaison avec des unités spécialisées.

- La division « Verres bruts » développe et produit les verres en grande dimension. Ses produits sont destinés à la transformation.
- Le département « verres transformés » transforme les verres bruts en produits finis à travers ses 3 business units: verres architecturaux, produits industriels et verres pour l'électroménager.
- La division solaire développe et produit les verres pour applications solaires: les miroirs concentrateurs et les panneaux photovoltaïques (production d'électricité) et les panneaux thermiques (production d'eau chaude).

En 1993, AGC a fondé une antenne au Chili active dans le domaine de la consultance. AGC Mirabel est en charge de l'Argentine et du Chili, et profite du dynamisme du secteur de la construction au Chili afin de représenter au mieux les intérêts de sa maison mère.

En 2009, l'entreprise était présente lors de l'inauguration de la maison White O, un projet de l'architecte japonais Toyo Ito et du Chilien Eduardo Godoy. Cette maison se situe à Marbella, sur la côte chilienne, et AGC Mirabel a fourni le verre Planibel Clearvision utilisé dans sa construction. Ce projet, parmi d'autres, illustre les opportunités considérables pour le groupe au Chili, dans le domaine de la construction.

mirabel.jimdo.com

Damien Mercier

SECTEUR: agro-alimentaire

L'histoire d'amour entre Damien Mercier et le Chili date de février 1988, date à laquelle le jeune diplômé de sociologie, alors âgé de 25 ans, quitte sa Belgique natale pour aller travailler dans l'humanitaire dans les bidonvilles de Santiago. Après un bref retour au pays, Damien Mercier retourne au Chili en décembre 1988 afin d'y fonder un centre pour jeunes défavorisés.

Le succès de ce projet entraîne d'autres, dont la création d'un centre professionnel pour les adolescents: « Je m'étais rendu compte qu'une fois arrivés à l'âge de 14 ans, les jeunes devaient quitter le centre et se retrouvaient dans la rue, à la case départ en quelque sorte. J'ai monté une équipe et avec l'aide d'entrepreneurs locaux, nous avons organisé des formations techniques et des activités culturelles », déclarait-il alors à la Libre Belgique.

Mais son succès économique au Chili tient à une toute autre entreprise. En effet, après une formation chez un maître chocolatier en France (car « les portes étaient fermées en Belgique. La profession de chocolatier est protégée, il faut avoir fait quatre ans d'études »), il revient au Chili, et plus précisément à La Serena, y implanter son atelier de chocolat artisanal.

Les premiers pas de l'entreprise sont difficiles: Damien Mercier vend son chocolat au porte-à-porte, et n'en produit pas plus de cinq kilos par jour. En 1995, l'atelier déménage à Santiago (Vitacura), et le succès est au rendez-vous: plus de 700 kg de chocolat sont ainsi produits tous les mois par les travailleurs de l'atelier, dont plusieurs sont des travailleurs exclus du système économique traditionnel.

Damien Mercier se positionne dans le haut de gamme, et les résultats sont concluants. Les projets d'expansion, tant au Chili qu'ailleurs en Amérique latine, témoignent du succès rencontré par Damien Mercier et par le chocolat à la belge. Depuis le Chili, Damien Mercier compte en effet s'implanter dans les marchés en croissance que sont l'Argentine ou le Brésil.

5

Étiquette



5. Étiquette

A. Communication et relations

- Les Chiliens mentionnent leur nom de famille paternel et maternel. Le nom du père est cité en premier lieu et est d'usage lors des conversations.
- Les contacts en public sont généralement appréciés. Les Chiliens mènent les conversations en étant assez proches l'un de l'autre. Ne vous en effrayez pas car, cela serait perçu comme une forme de répulsion vis-à-vis de votre interlocuteur.
- Les négociations se passent dans un climat sérieux et direct. L'honnêteté est une valeur très importante au Chili, ne critiquez jamais quelqu'un ouvertement.
- Les cadeaux d'affaire ne sont pas fréquents, mais si vous souhaitez tout de même en offrir un à votre interlocuteur, évitez les fleurs jaunes, mauves ou noires ainsi que les objets tranchants qui symbolisent la fin d'une relation.

B. Réunions

- Planifiez vos rendez-vous quelques semaines à l'avance. Évitez les mois de janvier et février, ce sont les mois de vacances d'été au Chili. Pensez à confirmer vos rendez-vous une semaine avant la date.
- La ponctualité est attendue de votre part, mais vos partenaires chiliens pourraient quant à eux avoir jusqu'à 30 minutes de retard.
- Attendez vous à ce que certaines discussions informelles se tiennent en marge de la réunion. Une fois la réunion démarrée, les Chiliens s'en tiennent strictement à l'ordre du jour.

C. Négociations

- Il est habituel d'interrompre quelqu'un qui parle. Cela montre l'intérêt porté à la discussion.
- Les négociations sont structurées mais peuvent prendre un temps considérable. Les Chiliens n'apprécient généralement pas d'être pressés.

D. Cartes de visite

- Les cartes de visite sont échangées lors de la première réunion, en début de rencontre.
- Pensez à emporter des cartes recto-verso, avec une face rédigée en espagnol.
- Traitez les cartes de visites de vos partenaires avec respect. L'attention que vous portez aux cartes de visite indique l'importance que revêt l'interlocuteur à vos yeux.

E. Divers

- Évitez de parler de politique, de Pinochet et de la période de la dictature, de religion ou de droits de l'homme.
- Des sujets tels que le climat, l'art, la littérature, la nourriture, le sport et votre expérience de touriste au Chili vous assureront de longues conversations.

6

Adresses utiles



6. Adresses utiles

6.1. En Belgique

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX)

2, Place Saintelette
1080 Bruxelles

Tél. +32 2 421 82 11

Fax +32 2 421 87 87

mail@awex.be
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export

500, avenue Louise boîte 4
1050 Bruxelles

Tél. +32 2 800 40 00

Fax +32 2 800 40 01

infos@brussels-export.irisnet.be
www.brussels-export.be

Flanders Investment & Trade (FIT)

90, rue Gaucheret
1030 Bruxelles

Tél. +32 2 504 87 11

Fax +32 2 504 88 99

info@fitagency.be
www.flandersinvestmentandtrade.be

Ambassade de la République du Chili en Belgique

Ambassadeur: S.E.M. Carlos Applegren Balbontín
Conseiller économique: Juan Angulo

106, rue des Aduatiques
1040 Bruxelles

Tél. +32 2 743 36 60

Fax +32 2 736 49 94

echilebelgica@minrel.gov.cl
www.embachile.be

Consulat de la République du Chili à Bruxelles

Consul: Fernando Labra

106, rue des Aduatiques
1040 Bruxelles

Tél. +32 2 280 16 20

cchile.bruselas@minrel.gov.cl
www.embachile.be

Consulat de la République du Chili à Anvers

Consul: Eric Verbeeck

60, Londenstraat, boîte 182
2000 Anvers

Tél. +32 3 232 76 11

eric.verbeeck@consulamberes.be
www.consulamberes.be

Consulat de la République du Chili à Charleroi et Namur

Consul: Thierry Dumoulin

4, rue de Couillet
6200 Châtelet

Tél. +32 71 38 11 85

Fax +32 71 38 69 28

consulchile@skynet.be

Consulat de la République du Chili à Liège

Consul honoraire: M. Luc Partoune

Liège Airport S.A.
4460 Grâce-Hollogne

Tél. +32 4 234 85 76

Fax +32 4 234 87 00

lpa@liegeairport.com

Chambre de Commerce Belgo-Chilienne

Président: Christian Ghymers

106, Rue des Aduatiques
1040 Bruxelles

Tél. +32 2 788 53 90

Fax +32 2 788 16 21

christian.ghymers@chileanchamber.be

www.chileanchamber.be

ProChile: promotion des exportations du Chili

Représentante commerciale: Susana Véliz Carroscó

106, rue des Aduatiques
1040 Bruxelles

Tél. +32 2 788 53 90

Fax +32 2 788 16 21

sveliz@prochile.be

www.prochile.be

6.2. Au Chili**Ambassade de Belgique à Santiago**

Ambassadeur: S.E.M. Dirk Van Eeckhout

2653 Avenida Providencia, Piso 11 - Oficina 1103
Providencia
Santiago

Tél. +56 2 232 1070

Fax +56 2 232 1073

Santiago@diplobel.fed.be

www.diplomatie.be/santiagofr

Consulat honoraire à Antofagasta

299 Calle Baquedano, Casilla 650
Antofagasta

Tél. +56 55 26 8669

Fax +56 55 28 7527

Consulat honoraire à Concepción

61, Calle Orompello
Concepción

Tél. +56 41 23 0024

Fax +56 41 25 7081

Consulat honoraire à Punta Arenas

817, Calle Roca, - Oficina 61
Punta Arenas

Tél. +56 61 24 1472

Fax +56 61 24 1472



Consulat honoraire à Valparaiso

90 Con Con Sur, Pasaje Constanza, Casilla 21
Valparaiso

Tél. +56 32 269 9758

Fax +56 32 25 2622

rengels@fideco.cl

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers au Chili

Secrétaire commerciale: Liliana Herrera

Ambassade de Belgique – Région Wallonne
Carmencita 25 – Las Condes

Tél. +56 2 232 3623

Fax +56 2 333 4180

Bruxelles Invest & Export au Chili

Bruxelles Invest & Export n'a pas de représentant sur place, mais peut compter sur la secrétaire commerciale de l'AWEX (Liliana Herrera voir ci-dessus).

Flanders Investment and Trade au Chili

Représentation économique flamande: Alexis Bossuyt

2653 Avenida Providencia,
Oficina 1104, Providencia
Santiago

Tél. +56 2 334 3565

Fax +56 2 334 3564

santiago@fitagency.com

Prochile

180 Teatinos
Santiago

Tél. +56 2 827 5100

www.prochile.cl

Délégation de l'Union Européenne au Chili

222 av. Ricardo Lyon Piso 3, Providencia
Santiago

Tél. +56 2 335 2450

Fax +56 2 335 1779

delegation-chile@eeas.europa.eu

eeas.europa.eu/delegations/chile

Chambre de commerce commune pour la Belgique et le Luxembourg à Santiago

3568, Avenida Vitacura
Santiago

Tél. +56 2 245 6974

Fax +56 2 657 9784

info@camarabelga.cl

www.camarabelga.cl

www.camarabelgolux.cl

6.3. Sites à consulter

Gouvernement de la République du Chili

www.gobiernodechile.cl

Président de la République du Chili

www.gob.cl/presidente

Sénat (chambre haute)

www.senado.cl

Chambre des députés (chambre basse)

www.camara.cl

Banque centrale du Chili

www.bcentral.cl

Institut national des statistiques

www.ine.cl

Ministère de l'intérieur

www.interior.gob.cl

Ministère des affaires étrangères

www.minrel.gov.cl

Ministère de la défense

www.defensia.cl

Ministère des finances

www.hacienda.cl

Ministère de l'économie, du développement et du tourisme

www.economia.cl

Ministère de la planification

www.mindeplan.cl

Ministère de l'éducation

www.mineduc.cl

Ministère de la justice

www.minjusticia.cl

Ministère du bien-être et du travail

www.mintrab.gov.cl

Ministère des travaux publics

www.mop.cl

Ministère de la santé

www.minsal.cl

Ministère du logement et de l'urbanisme

www.minvu.cl

Ministère de l'agriculture

www.minagri.gob.cl

Ministère des mines

www.minminerias.gob.cl

Ministère des télécommunications et des transports

www.mtt.cl

Ministère de la propriété nationale

www.bienes.cl

Ministère de l'énergie

www.minenergia.gob.cl

Ministère de l'environnement

www.conama.cl

Ministère des services aux femmes

www.sernam.cl

Ministère de la culture et des arts

www.consejodelacultura.cl

Bureau national des douanes

www.aduana.cl

7

Sources



7. Sources

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Étrangers	www.awex.be
Brussels Invest & Export	www.brussel-export.be
Flanders Investment and Trade	www.flanderstrade.be
SPF Affaires Étrangères	www.diplomatie.be
Central Intelligence Agency	www.cia.gov
Viewswire	www.viewswire.com
Forum Économique Mondial	www.weforum.org
Fonds Monétaire International	www.imf.org
Banque Mondiale	www.worldbank.org
Organisation de Coopération et de Développement Économique	www.oecd.org
Eurostat	epp.eurostat.ec.europa.eu
NL EVD Internationaal	www.agentschapnl.nl
Services économiques britanniques	www.uktradeinvest.gov.uk
Services économiques suisses	www.osec.ch
Office National Du Ducreire	www.ondd.be
New Zealand Trade and Enterprise	www.nzte.govt.nz
Services commerciaux américains	www.buyusa.gov
Australian Trade Commission	www.austrade.gov.au
Kwintessential	www.kwintessential.co.uk
Market Access Database	www.doingbusiness.org
Organisation Mondiale du Commerce	www.wto.org

Agence pour le Commerce Extérieur

Rue Montoyer, 3
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 206 35 11
www.abh-ace.be

Bruxelles Invest & Export

Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles
Tél. + 32 2 800 40 00
www.bruxelles-export.be

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

Place Saintelette, 2
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 421 82 11
www.awex.be

Flanders Investment and Trade

Rue Gaucheret, 90
1030 Bruxelles
Tél. + 32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.be

Éditeur responsable : Fabienne L'Hoost
Auteur : François Bries
Graphisme et réalisation :
Image Plus - communication corporate

Imprimé sur du papier certifié FSC

Cette étude est également disponible sur le site internet de l'Agence
pour le Commerce extérieur : www.abh-ace.be

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce Extérieur, ni ses partenaires (Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Étrangers, Bruxelles Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreur, d'omission et de déclaration mensongère. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

Date de publication : octobre 2011